

# La Consolidation de la paix

## au Liban

### Bâtir le Liban de demain

Publié par le projet " La consolidation de la paix au Liban " du Programme des Nations Unies pour le développement et financé par l'Allemagne, ce supplément est distribué avec les quotidiens an-Nahar dans sa version arabe, et avec le Daily Star et L'Orient-Le Jour dans les versions anglaises et françaises.

Ce numéro regroupe les articles d'un certain nombre d'écrivains, de journalistes et de professionnels des médias, de chercheurs et d'artistes. Il aborde les sujets relatifs à la paix civile et les répercussions de la crise syrienne au Liban et les relations entre les Libanais et les Syriens, dans des approches de fond loin des discours de haine.

Édition N°26, Décembre 2020 - #BâtirLeLibanDeDemain



© Illustration par Rassil Ishaq

- 03 Entre le Corona, la crise économique et les inégalités, vers l'instauration des principes de la solidarité sociale ?
- 04 Les victimes oubliées des crises libanaises
- 05 Vers une réémergence du mouvement ouvrier ?
- 06 Repenser le marché du travail et ses besoins
- 07 Repenser l'utilisation des médias après la pandémie
- 08 Les « laboratoires » de vérification des faits du Liban tentent d'éradiquer le « virus » des fausses informations
- 09 Quand la culture assure la cohésion d'un peuple
- 10 Traiter les conditions sous-jacentes d'un secteur de santé en difficulté
- 11 Les sites urbains vacants : une opportunité pour aménager l'espace public en temps de crise et d'austérité
- 12 Repenser l'éducation après le Covid-19 : les écoles Un monde en mutation, un Liban en métamorphose
- 13 Nourrir le Liban : des initiatives qui soutiennent le développement communautaire et les agriculteurs
- 14 Repenser l'éducation après le Covid-19 : les écoles sont-elles équipées pour ce changement de format ?
- 15 Une lecture verticale de la crise du secteur éducatif

## Repenser l'ancienne normalité

### Vers un développement humain durable au Liban

**Céline Moyroud**

Représentant Résident a.i du Programme des Nations Unies pour le Développement

La pandémie de Covid-19 constitue la crise sanitaire mondiale marquante de notre époque et le plus grand défi auquel le monde a été confronté depuis la Seconde Guerre mondiale. Cette pandémie est bien plus qu'une crise sanitaire, c'est aussi une crise socio-économique sans précédent, ayant le potentiel de créer des effets sociaux, économiques et politiques dévastateurs qui laisseront des cicatrices profondes et durables. À cet égard, une étude récente du Pnud a révélé que les effets graves et à long terme de la dissémination du Covid-19 pourraient faire basculer 207 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté, en plus de la trajectoire pandémique actuelle, portant le total à plus d'un milliard d'ici 2030.

Alors que l'explosion de Beyrouth, le 4 août 2020, a représenté un tournant pour le Liban, le pays mène toujours une bataille acharnée contre la propagation du Covid-19 et la détérioration de la crise socio-économique dans un contexte d'inégalités croissantes et d'incertitude accrue. Ce sont des défis de taille, certes, mais ils créent également une occasion unique de « Bâtir le Liban vers l'avant ».

Partout dans le monde, la pandémie de Covid-19 a révélé les limites des systèmes sociaux et des filets de sécurité lorsqu'il s'agit de fournir et de prendre soin des populations, en particulier les plus vulnérables. Le rapport 2019 du Pnud sur le développement humain a exploré bon nombre d'inégalités résultant de ces systèmes et préconisé des solutions qui tiendraient compte des interconnexions entre différents facteurs dans les sociétés, les économies et les structures politiques pour garantir un développement humain durable. La crise du Covid-19 appelle à réévaluer les priorités des individus, des collectivités et de l'humanité en général. Même si la pandémie est contenue, le retour à la « vieille normalité » n'est plus viable.

Ce supplément analyse donc les implications de la pandémie actuelle de Covid-19 et les crises aggravées causées par la situation économique et les explosions du 4 août à Beyrouth sur la « vieille normalité ». Il décrit également les secteurs qui ont besoin d'être repensés de manière critique et met en lumière les solutions actuelles et les voies possibles pour aller de l'avant, allant de la refonte des relations sociales jusqu'à la promotion de modèles locaux plus durables de production, de consommation et de post-consommation, en réévaluant les besoins de lieux de travail et en améliorant le flux d'informations précises en cette étape critique. Nous sommes convaincus que les idées et les recommandations présentées dans ce supplément contribueront à tracer la voie à suivre pour bâtir le Liban vers l'avant.

L'impact du Covid-19 sur les objectifs du développement durable (Rep. 2020) – Pnud  
<https://sdgintegration.undp.org/accelerating-development-progressduring-covid-19>

## L'espoir de #BuildLebanonForward

**Mr. Sascha Stadler** Directeur de la Banque allemande de développement KfW – Liban

On ne perd qu'une fois qu'on arrête d'essayer. Et le peuple libanais essaie toujours de #BuildLebanonForward. Il garde vivant l'espoir, alors qu'il ramasse les morceaux de sa patrie après l'explosion traumatisante de Beyrouth le 4 août, même sous le poids de la pire crise économique dont il a été témoin depuis des années et à l'ombre de la pandémie de Covid-19.

Une chose que ces crises nationales et mondiales ont enseignée aux gens partout dans le monde, c'est qu'elles ne font pas de discrimination. Par conséquent, les solutions doivent nécessairement être globales. De cette prise de conscience, nous avons vu des preuves indéniables et des histoires inspirantes de la société civile se mobilisant pour #BuildLebanonForward avec une meilleure égalité, une paix et des services meilleurs. Ce qui a d'abord débuté par des voix et des initiatives isolées commence à se fonder dans des mouvements institutionnalisés et à stimuler une plus grande implication des citoyens dans la vie et le discours publics.

#BuildLebanonForward commence par créer des espaces médiatiques sûrs et positifs pour le dialogue sur les inégalités. Le supplément d'information sur la consolidation de la paix au Liban que vous avez entre les mains est l'un de ces espaces. Le supplément est publié avec un financement de l'Allemagne, via la Banque allemande de développement KfW, et à travers une vision commune de la consolidation de la paix partagée par des journalistes, des militants, des chercheurs et des artistes au Liban. Des espaces médiatiques sûrs impliquent nécessairement de lutter contre une autre pandémie, celle de la désinformation qui se propage rapidement et qui menace également la consolidation de la paix. Par l'intermédiaire du Pnud, la KfW a financé une formation d'éditeurs et de journalistes de l'Agence nationale d'information (ANI) sur la lutte contre les fake news. En utilisant les connaissances et les outils nouvellement acquis, les journalistes de l'ANI ont commencé à exploiter un site web dédié à la détection et la démystification des fausses nouvelles, en mettant l'accent sur les informations liées à la santé.

Nous restons fermement convaincus que là où il y a des gens qui luttent pour le changement dans une solide unité, il y a toujours de l'espoir, et nous sommes résolus à continuer à soutenir les efforts en vue de #BuildLebanonForward.

## Un monde de loin... un monde lointain

**Ghassan Hajjar** Rédacteur en chef du quotidien an-Nahar

Il ne fait aucun doute que nous nous habituons à la vie d'après : enseignement à distance, commerce, achat et vente en ligne, condoléances via le téléphone, réunions au moyen de diverses applications... Tel est ce nouveau monde qui nous est imposé par l'épidémie de Covid-19.

Il est vrai que nous nous y habituons au fur et à mesure, et c'est comme toute autre situation à laquelle nous pouvons nous habituer et finir par accepter après un certain temps. Mais en réalité nous commençons à perdre cette intimité, cette proximité qui caractérise spécifiquement nos sociétés orientales. L'interaction dans les écoles, les universités et sur le lieu de travail, nous la considérons comme toujours nécessaire, et dès le plus jeune âge, la participation des camarades jouant à l'école et dans la rue est une voie obligatoire pour construire la personnalité de l'enfant et tester sa communication avec les autres. Comme parler directement à l'employé de la banque nous fait sourire et bâtir de nouvelles relations sociales.

Ce que nous vivons actuellement, c'est certainement l'avenir, où le monde se transforme électroniquement. Plus l'Internet sera rapide, plus les gouvernements seront poussés vers le monde numérique qui réduit l'existence humaine et bloque les interactions entre les individus. Mais nous sommes incapables de résister aux changements. Et face à cette impuissance, nous devons faire face à la réalité émergente. Nous bénéficions ainsi du développement technologique, car il facilite en fait notre vie au quotidien, rapproche les distances, économise la corvée du déplacement, la consommation d'énergie, réduit la pollution des voitures et des avions, et raccourcit le temps... Autant de facteurs positifs que nous ne pouvons nier. Mais en même temps, nous recherchons notre humanité dans ce monde virtuel, qui nous conduit à l'uniformisation, au manque d'émotion et d'interaction, à la paresse, à l'augmentation de l'obésité et des maladies qui en résultent, à la désintégration des relations sociales, au manque d'amour et de solidarité, nécessaires pour que l'équilibre de l'être humain ne se perde pas. Au Liban, nous vivons une expérience rudimentaire, et après la fin de la pandémie, nous reviendrons à nos vieilles habitudes, quoique dans une moindre mesure, grâce d'abord à la lenteur de l'Internet et au manque de services électroniques dans la plupart des secteurs de services. Ce retard peut être considéré comme une bénédiction à l'heure actuelle, jusqu'à ce que nous nous préparions à une nouvelle phase différente.

## L'indispensable changement

**Gaby Nasr** Directeur des éditions spéciales du quotidien L'Orient-Le Jour

Épidémiologistes, économistes et sociologues à travers le monde sont d'accord sur un point : l'après Covid-19 sera totalement différent de la période d'avant... pour peu que l'humanité commence d'abord par vaincre la pandémie. Les « vieux systèmes normaux » ont montré leurs limites et il va certainement falloir en inventer d'autres pour survivre. Et pas seulement en termes de production, de consommation et plus généralement de système économique.

Le coronavirus a bousculé aussi nombre d'anciennes habitudes, notamment celles qui touchent aux interactions sociales. Nous assistons à un effondrement généralisé de la sociabilité : enfants, femmes et hommes, jeunes et moins jeunes ne se voient presque plus, et lorsque cela est possible, restent à bonne distance claquemurés derrière leur masque ou leur visière. Plus de marques d'affection, plus d'émotion, la santé personnelle prime tout. Les rapports entre les gens, hormis le cercle familial restreint, ne s'exercent qu'à travers la petite lucarne du téléphone ou de l'écran d'ordinateur.

Pour avoir une idée de ce bouleversement mondial, il suffit de se reporter au cas de Hong Kong, touché en 2002 par le SRAS, un cousin du Covid-19, mais autrement plus mortel. Depuis lors, toutes les habitudes ont été bousculées, et jusqu'à la dernière pandémie du nouveau coronavirus, les Chinois de cette région administrative spéciale appliquent scrupuleusement toutes les mesures barrière et le lavage systématique des mains. Des habitudes de vie qui durent depuis... 18 ans !

Il en est de même au Liban, bien entendu. Sauf qu'au Liban, en plus de la pandémie, il va falloir sortir de l'effondrement économique et financier. Et ce n'est certainement pas la classe politique actuelle, à l'origine de la débâcle, qui sera en mesure de le faire. Le changement essentiel au pays du cèdre devra commencer en priorité par une modification en profondeur de la praxis politique, fondée depuis l'Indépendance sur le clientélisme et le copinage. Des députés, ministres et présidents sans programme politique, sans vision de gouvernance, qui traînent les uns chez les autres dans des discussions éternelles autour de points de détail insignifiants, ignorant des services publics de base volontairement maintenus en état de déshérence. En somme c'est d'un retour indispensable aux fondamentaux dont le Liban a besoin. Et les fondamentaux, c'est en premier l'éducation où pratiquement tout est à refaire...

# Entre le Corona, la crise économique et les inégalités, vers l'instauration des principes de la solidarité sociale ?

Lama Karameh

Écrivain et chercheuse à Legal Agenda

Juste avant son centième anniversaire, le Liban a tiré la vivante sous le seuil de pauvreté sont passés de 28 à 55 %, alors que le nombre des personnes vivant dans la misère est passé de 8 à 23 %, par rapport à 2019. La crise économique et bancaire sans précédent a eu un terrible impact sur une réalité sociale déjà fragilisée. Ainsi, la détérioration du taux de la livre par rapport au dollar et le fait que les banques ont mis la main sur les avoirs des citoyens, en même temps que l'arrivée du Covid-19 à partir de février 2020 et la décision de fermeture totale du pays ont particulièrement affecté les citoyens. L'explosion tragique au port

ont développé leur pouvoir à travers des associations de bienfaisance et religieuses. Alors que l'État et les pouvoirs en place auraient dû faire face aux crises successives avec un plan exceptionnel et innovateur, ils se sont contentés de parer aux besoins essentiels sans chercher à suivre un plan précis ou à profiter de la mobilisation générale pour chercher à rééquilibrer les relations et tenter d'affaiblir les inégalités. Cela est apparu d'une façon flagrante lors de l'annonce de la mobilisation générale et le souci principal des autorités de limiter les libertés et de militariser la gestion de la crise, au lieu de chercher à traiter une situation sociale déplorable et d'assurer les droits fondamentaux à ceux qui les ont perdus dans le cadre de la tragédie du port. Sauf que la situation exceptionnelle que

système, et chercher des solutions sur le long terme. Le Liban est ainsi considéré comme un des pays du monde qui connaissent une grave disparité dans la distribution des richesses. Les chiffres présentés par l'ESCWA pour l'année 2019 montrent que 10 % des Libanais possèdent 70,6 % des richesses du pays. De même, le baromètre des inégalités serait de 81,9 % au Liban. Ce qui est une des moyennes les plus élevées dans le monde.

Par conséquent, on ne peut pas concevoir des politiques sociales efficaces si elles ne cherchent pas à combler ces fossés et à redistribuer de façon équitable les ressources (et les pertes) de l'après effondrement. Parler aujourd'hui, d'une société plus juste ne peut pas se concrétiser si on ne cherche pas à définir les causes structurelles des inégalités. Parmi ces causes, les plus importantes sont le contrôle des monopoles dans les secteurs vitaux (Santé, Énergie, produits pétroliers, nourriture), en l'absence de tout contrôle et même de tout rôle de l'État. En même temps, celui-ci renonce à son rôle dans la protection des droits fondamentaux et dans celui de l'adoption d'une politique fiscale équitable. La politique fiscale actuelle compte à 80 % sur les taxes et impôts indirects qui touchent tous les citoyens de la même façon et ceux qui résident sur le territoire libanais, sans la moindre distinction qui prendrait en considération leurs revenus et leur niveau de vie. Traiter la pauvreté passe forcément par le fait de trouver des solutions à ses causes. L'une d'elles et sans doute la plus importante, est la possibilité de faire de grandes fortunes au Liban, alors qu'une partie de la population est dans le dénuement. C'est pourquoi la solution réside dans le fait d'adopter des politiques sociales de nature à construire un avenir plus juste, qui serait basé sur la solidarité sociale, comme pivot du nouveau système. Ce qui renforce l'importance de ce principe, c'est ce qu'on a vu, au cours des derniers mois, au niveau de la multiplication des initiatives personnelles ou collectives pour aider les personnes dont la vie et les biens ont été touchés par l'explosion du port. Des volontaires se sont proposés pour aider les citoyens, abriter ceux qui n'avaient plus de toit, assurer les besoins élémentaires spontanément. Cet esprit de solidarité devrait se refléter au sein de l'État, au niveau des structures mais aussi à travers les politiques sociales et économiques et les lois qui seront adoptées dans l'avenir. Ce principe de solidarité doit être adopté sur deux plans : celui des revenus d'abord et ensuite celui de la facture de la vie quotidienne frappant les couches sociales défavorisées.

Dans ce contexte, il faudrait aussi proposer le principe de la solidarité sociale dans le cadre des relations au travail, de sorte que le salarié ne supporte pas seul le poids de la crise économique. L'article 50 de la loi du travail pose des conditions au licenciement d'un travailleur. Le patron doit par exemple notifier le ministère du Travail un mois avant le licenciement, sinon celui-ci serait considéré comme abusif. L'employeur doit informer le ministère sur la façon de procéder au licenciement. Le ministère veille aussi à l'établissement d'un programme qui respecte l'ancienneté et la spécialisation du salarié, tout en tenant compte de ses conditions familiales et sociales. Cela signifie que la loi accorde un rôle central au ministère du Travail dans tout ce qui touche aux licenciements qu'ils soient individuels ou collectifs. Elle lui donne aussi

la possibilité de surveiller la façon de mettre un terme à un contrat de travail dans le but de réaliser un minimum de solidarité entre le patron et le salarié.

Dans ce même esprit, il faut moderniser les filets de sécurité actuels de manière à les élargir, notamment le programme national d'aide aux familles les plus pauvres, en permettant à un plus large éventail de personnes d'en profiter. Il faut aussi songer à développer les services qui sont offerts dans le cadre de ce programme, de manière à réduire la facture alimentaire des bénéficiaires. On peut aussi songer à un plan pour mettre aux bénéficiaires de ce programme d'avoir accès à une résidence avec des facilités particulières. En même temps, on peut renforcer le contrôle sur les plus-values immobilières, investir dans l'infrastructure, notamment le réseau de transports en commun. On peut aussi contrôler les prix des produits de première nécessité, qu'ils soient alimentaires ou sanitaires. Enfin, il faut songer à briser les monopoles et les exclusivités, notamment concernant les produits de base comme les médicaments.

Mais le plus important reste la nécessité d'assurer un financement permanent à ce programme pour qu'il puisse se perpétuer.

En réalité, il est impossible d'assurer une telle continuité sans avoir jeté les bases d'une politique fiscale juste et ciblée. Nous ne pouvons pas nous étendre ici sur les détails d'une telle politique, mais nous nous contenterons de donner quelques idées. Par exemple, celle d'un impôt progressif sur toutes les sources de revenus (y compris les biens immobiliers). Une autre idée pourrait consister à imposer une taxe sur les appartements vides dans le but de pousser à les louer ou à les vendre à des prix plus accessibles. Enfin, on pourrait aussi songer à une taxe de solidarité imposée aux plus riches qui serait utilisée en faveur des plus pauvres...

En vérité, il n'y a pas de solution unique pour limiter les inégalités. Mais ce qui est sûr, c'est que tous ces plans restent théoriques tant qu'il n'y a pas les structures politiques, professionnelles et syndicales capables de les porter et de réclamer leur application. Il faut donc que toutes ces parties sociales et autres soient en mesure de réclamer les droits à travers un discours fort et rationnel qui permette de relancer la logique de l'État. Ce serait certainement plus efficace que d'accorder de temps à autre des aides ponctuelles.

Il faut signaler dans ce contexte l'importance des initiatives lancées par de nombreux groupes pour créer un filet de solidarité entre les personnes lésées par l'explosion du port et entre les proches des victimes dans le but de créer une force sociale de pression. Ce qui nous ramène au début de notre propos qui consiste à dire que la principale route vers la solution passe par la nécessité de nouer des alliances avec des groupes différents autour d'un projet politique et social. Ces alliances devraient englober tous les secteurs et toutes les régions et aller au-delà des clivages traditionnels.

## Références:

- 1-<https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/uploads/covid-19-beirut-explosion-rising-poverty-english.pdf>
- 2-<https://legal-agenda.com/%D9%81%D9%8A->



de Beyrouth est venue couronner cette série de crises. Elle a aussi entraîné d'immenses pertes au niveau des vies humaines, des biens et de l'infrastructure. Cette succession de drames va sûrement augmenter encore les chiffres de la pauvreté au Liban. Mais il faut cependant préciser que les inégalités sociales au Liban ne sont pas le résultat de cette situation particulière. Elles sont le fruit d'un système socio-économique basé sur la faiblesse de la protection sociale et des autres prestations qu'offre généralement l'État aux citoyens. Ce dernier a ainsi renoncé à son rôle central au profit du secteur privé et civil, qu'il s'agisse des confessions ou des partis. Les crises successives ont mis en évidence les lacunes et les inégalités dans un système pourri par des années de politique sanitaire qui néglige le secteur public ou par une sorte de privatisation de la protection sociale et de santé. Nous avons assisté à un affaiblissement systématique de l'État au profit des leaderships confessionnels qui

nous vivons actuellement et la rapidité avec laquelle les inégalités s'accroissent exigent des mesures exceptionnelles s'inscrivant dans le cadre du concept de « l'État efficace ». En réalité, la mobilisation générale (qui a été prolongée jusqu'à la fin de l'année 2020) offre à l'État un éventail de mesures qui pourraient être prises pour préserver les droits fondamentaux, qu'il s'agisse du droit à la nourriture, à la résidence et à la santé. Il s'agit par exemple d'assurer les produits de base, de contrôler les prix et même de mettre la main sur les secteurs vitaux, comme celui des banques, des hôpitaux et du secteur hôtelier, ainsi que sur leurs ressources humaines afin d'exécuter les démarches nécessaires pour sortir de cette crise à volets multiples.

Au-delà des mesures de mobilisation générale, la gravité de la crise et l'ampleur des inégalités exigent une approche non traditionnelle et une pensée globale pour définir les foyers des inégalités au sein du

# Les victimes oubliées des crises libanaises

**Joumana Farhat**

Journaliste à al-Arabi al-Jadid et fondatrice de l'initiative « Les réfugiés oubliés ».

Parce qu'un malheur n'arrive jamais seul, le Liban a eu rendez-vous en moins d'un an avec trois crises majeures successives. L'effondrement a commencé avec la crise économique qui a suivi la chute de la livre libanaise par

à tout moment.

Quant aux travailleurs étrangers qui vivaient dans le périmètre de l'explosion du port, ils ont dû faire face aux trois crises en même temps : celle de l'effondrement

sièges de leurs ambassades (notamment les Éthiopiennes et les Nigériennes), avant que des ONG ne cherchent à les aider en leur assurant des abris provisoires. Mais ces associations ne sont pas en mesure de régler seules ce grave problème.

Si la misère des travailleurs journaliers libanais et étrangers s'applique désormais aux réfugiés, notamment syriens, ceux-ci subissent encore un problème supplémentaire : ils sont en plus la cible de critiques de plus en plus nombreuses en raison des aides qu'ils obtiennent des institutions onusiennes. De plus en plus de plaintes de Libanais sont enregistrées au sujet des aides fournies aux réfugiés, alors qu'eux-mêmes vivent dans des conditions dramatiques. Les plaintes portent essentiellement sur les aides alimentaires, médicales et dans le domaine de l'enseignement et les Libanais qui s'en plaignent arrivent à la conclusion que la situation des réfugiés est préférable à la leur.

Les signes d'une grande frustration sociale sont apparus, en particulier à la suite de l'explosion au port. Des cas d'interdiction d'accès aux aides offertes dans les régions lésées ont été recensés parmi les réfugiés, ainsi que des pratiques xénophobes toujours dans ce même contexte ont été signalées sous le label « Pour les Libanais seulement ». Dans le même temps, des cas de pratiques hostiles ont été notées devant les sièges de certaines associations et tentes qui distribuaient des aides aux personnes lésées par l'explosion. Tout cela en plus des dommages subis dans le cadre de l'explosion. Des statistiques ont montré qu'un certain nombre de réfugiés ont été portés disparus, alors que d'autres ont perdu leur domicile et leur emploi à la suite de l'explosion. Notamment ceux qui travaillaient en tant que journaliers au port ou dans des entreprises qui ont été endommagées par l'explosion.

Si en général, les expériences dans le monde montrent une simultanéité entre les périodes de stagnation ou de régression économique et la montée des discours haineux, au Liban, cette escalade dans la haine est aussi le fruit de discours politiques véhiculés par des partis influents qui augmentent le sentiment d'hostilité à l'encontre des réfugiés. En dépit des efforts déployés par les ONG pour faire face à ce phénomène, ils ne peuvent pas suffire à l'éliminer. Cela exigerait un effort collectif à plus d'un niveau. Sur le plan officiel, il faudrait que les autorités adoptent une politique claire qui condamnerait les discours haineux et les pratiques racistes. Il faudrait aussi que les hommes politiques cessent de chercher à aiguïser les rancunes et l'hostilité à l'encontre des réfugiés. Tout comme il faudrait encore que les médias jouent un rôle en s'opposant à ce discours agressif et s'emploient à démonter les arguments utilisés pour le répandre dans les esprits.

En même temps, il faudrait aussi que les programmes d'aides présentés par les agences de l'ONU et les associations de la société civile tiennent compte davantage des besoins véritables des collectivités locales où se trouvent les réfugiés. Ces organismes doivent s'assurer que leurs programmes d'aides parviennent à tous sans exception, dans le but de limiter les frictions, les frustrations et les tensions sociales.



© Hussein Baydoun

rapport au dollar. Celle-ci a été suivie par la pandémie du Covid-19 et les mesures strictes de confinement et de fermeture du pays qui ont été prises à plusieurs reprises pour limiter les effets de la contamination. Et enfin, il y a eu la tragique explosion au port de Beyrouth le 4 août, qui a détruit de nombreux quartiers de la capitale. Ces trois crises ont pris en otage tous ceux qui résident sur le sol libanais. Les travailleurs journaliers, qu'ils soient étrangers ou réfugiés ont constitué la partie la plus lésée par ces crises, simplement parce qu'ils sont les plus fragiles, vivant au jour le jour, sans la moindre assurance financière ou médicale. Ces crises successives ont donc eu rapidement un impact réel sur leur quotidien.

Concernant les travailleurs journaliers libanais, un grand nombre d'entre eux s'est retrouvé sans emploi. Certains parce que les entreprises qui les employaient ont décidé qu'elles n'avaient plus besoin d'eux. D'autres parce que les secteurs dans lesquels ils travaillaient, comme le port ou la construction ont été frappés. Ils se sont donc retrouvés dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins.

Tous ces gens se sont retrouvés devant des options aussi mauvaises les unes que les autres. Surtout que l'État n'a pas accompli son devoir en fournissant des aides sociales et économiques. Au cours des derniers mois, nous avons ainsi assisté à un exode à rebours des grandes villes, et en particulier Beyrouth, vers les villages où la vie est censée être moins chère, notamment le coût de l'habitation. De même, l'émigration illégale vers les pays européens, à travers « les barques de la mort », est réapparue même si elle est restée limitée. Les autorités ont certes pris des mesures rapides pour enrayer ce phénomène, mais il pourrait s'intensifier

économique, celle du coronavirus et celle qui a été provoquée par l'explosion. Il n'y a même pas de chiffres exacts sur le nombre de ces victimes. Les survivants d'entre eux ont dû se réfugier chez des proches pour s'abriter dans des conditions très difficiles. Ils sont en tout cas conscients du fait que leurs chances d'être indemnisés sont très réduites par rapport aux Libanais. De même, leurs revenus mensuels ont largement diminué. Ce qu'ils gagnent est devenu insuffisant pour assurer leurs besoins quotidiens. A cause de ces nouvelles conditions de vie, ils ont cessé d'envoyer de l'aide à leurs proches dans leur pays, notamment en raison du fait que leurs revenus ne représentent plus rien par rapport au dollar américain sur le marché noir. Les plus chanceux ont pu rentrer dans leur pays, mais la plupart, notamment ceux qui ont des problèmes de documents de séjour doivent attendre dans des circonstances difficiles que des solutions soient trouvées à leur situation. De telles solutions doivent être trouvées entre l'État libanais et les ambassades de leurs pays respectifs. Dans ce contexte, les autorités libanaises doivent avoir un rôle de facilitateur (par exemple, en acceptant un règlement de leur situation légale ou en les exemptant des amendes prévues par la loi). Pour ceux d'entre eux qui sont soumis au système de tutelle, ils n'ont plus dans une large mesure droit à leurs salaires en dollars, comme le prévoit pourtant le contrat initial, à cause du fait que leurs employeurs ne parviennent plus à assurer la somme nécessaire, et que le dispositif décidé par la Banque centrale qui est censé leur permettre de changer la monnaie au taux de 3 900 LL ne fonctionne pas comme il le devrait. Dans de nombreux cas, les employeurs ont renoncé aux travailleuses domestiques, allant même jusqu'à les déposer devant les

# Vers une réémergence du mouvement ouvrier ?

**Karim Merhej**

Chercheur et boursier en politique de Google à IFI GovLab, l'Institut Issam Fares pour la politique publique et les affaires internationales de l'Université américaine de Beyrouth

Alors que le Liban est confronté à un effondrement multidimensionnel provoqué par une mauvaise gestion et une corruption délibérées de l'establishment politique au pouvoir, ainsi qu'à une pandémie qui a temporairement suspendu une bonne partie de l'activité économique et s'est propagée à une vitesse alarmante au cours des derniers mois, des voix appelant depuis le 17 octobre 2019 à des « alternatives », se font entendre plus forts. Les alternatives envisagées vont d'appels à la formation d'un nouveau gouvernement de salut, dirigé par des personnes compétentes

que la première moitié des années 1990, d'importants conflits et contestations opposant l'État aux travailleurs s'étaient manifestés, dès 1997 (1), la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL) s'était vraiment anémiée : l'establishment politique avait non seulement retenu les allocations de l'État dus à la CGTL, mais il avait également réussi à l'infiltrer en autorisant la mise en place de syndicats « fantômes » avec un petit nombre d'adhérents réels, mais qui en vinrent à dominer la centrale syndicale. Au lieu de défier les réseaux bien établis du pouvoir politique

outré, des travailleurs des secteurs de l'art et de la culture (7) formèrent un collectif ; un organisme regroupant plusieurs syndicats alternatifs, y compris les syndicats susmentionnés, fut créé et l'Association libanaise des professionnels (8) vit le jour, dans le but de relancer dans le pays un mouvement ouvrier dynamique, capable de lutter pour ses droits et de défier les pouvoirs établis.

Il ne fait pas de doute que ces nouveaux syndicats sont essentiels pour réaliser tout type de changements socio-économiques et politiques systémiques au Liban. De telles formations syndicales se révèlent bien plus capables de défendre les droits de ceux qu'ils représentent que les syndicats officiellement reconnus. La preuve en fut donnée quand, début février, un journaliste apprécié fut attaqué par des voyous émargeant sur les bordereaux de l'establishment politique et financier : un appel à manifester du « syndicat alternatif des employés de médias » fut lancé en février 2020 (9) contre cet acte odieux. Il fit descendre des centaines de manifestants dans les rues, de sorte que l'agression fut débattue sur des médias d'audience nationale.

Certes, ces développements sont prometteurs, mais tout n'est pas rose pour autant. Compte tenu de l'effondrement économique et financier, de l'inflation rapide, de l'aggravation des situations de pauvreté et de l'augmentation du taux de chômage, sans parler de l'explosion du 4 août à Beyrouth qui a accentué le marasme, tous les travailleurs du Liban sont soumis à d'énormes pressions. Qu'ils travaillent dans l'économie formelle ou informelle, qu'ils fassent partie d'un syndicat alternatif ou pas, les travailleurs sont confrontés à un stress et une anxiété extrêmes. De ce fait, ils sont beaucoup moins concentrés sur leurs organisations, que sur les moyens d'assurer leur pain quotidien. Du reste, la création de syndicats prend beaucoup de temps et d'efforts, exige des sacrifices et une disposition à travailler collectivement et à mettre de côté les egos et les différences personnelles. Face à un effondrement multidimensionnel et à une pandémie qui commande que de sérieuses précautions soient prises, y compris en matière de distanciation sociale, l'entreprise n'est pas facile. Néanmoins, si ces nouveaux syndicats alternatifs, fruits du soulèvement, parviennent à croître à la fois en taille et en influence, nous serions au tout début de la réémergence du mouvement ouvrier au Liban, un mouvement non-sectaire, indépendant et puissant, qui mettra effectivement au défi les intérêts politiques et économiques dominants.



©Alternative Media Union

et honnêtes, à des changements radicaux dans les politiques financières et économiques néo-libérales devenues la norme au Liban depuis la fin de la guerre civile. Bien que ces voix se soient quelque peu estompées en raison des incertitudes politiques qui ont suivi l'explosion dévastatrice du 4 août à Beyrouth et la démission subséquente du gouvernement, il convient de garder à l'esprit qu'aucun appel à un changement radical ne peut se réaliser sans la participation active des forces ouvrières, pour peu qu'elles soient organisées. Or, depuis la fin des années 90, le mouvement ouvrier libanais, entièrement coopté par l'establishment politique, est anémié et sans initiative. Depuis le soulèvement, plusieurs efforts visant à créer des syndicats alternatifs ont été déployés. Mais s'il faut se féliciter de l'existence de tels efforts prometteurs et les encourager, un mouvement intersectoriel unifié et puissant qui parviendrait à défier efficacement les pouvoirs politiques et économiques établis reste une vue de l'esprit.

## Un mouvement ouvrier inexistant ?

La période d'avant-guerre avait été marquée par un mouvement ouvrier dynamique et intersectoriel qui avait réussi à engranger des acquis significatifs, et à exercer une forte pression sur l'establishment politique et les élites du monde des affaires. On ne peut pas en dire autant, cependant, du mouvement ouvrier de l'après-guerre. Alors

et économique et de défendre les droits des opprimés, le mouvement syndical coopté au Liban (2) resta passif durant les deux premières décennies du XXIe siècle, tandis que l'establishment politique adoptait des politiques économiques et financières néo-libérales affectant de manière démesurée les pauvres et les travailleurs.

## Une réémergence du mouvement ouvrier ?

Il n'est pas surprenant que l'annonce de l'imposition d'une taxe extrêmement impopulaire sur une application de mobile notoirement gratuite – la fameuse taxe WhatsApp – ait été la goutte qui a fait déborder le vase. Des décennies de majoration des taxes allant de pair avec des infrastructures publiques en ruine, des services publics médiocres et une dégradation constante du niveau de vie, avaient débouché sur un soulèvement à l'échelle nationale. Au milieu de ce soulèvement toutefois, le mouvement ouvrier était notoirement, mais finalement sans surprise, absent.

Dans cet état de désintégration du mouvement ouvrier, du soulèvement qui prenait rapidement de l'ampleur, émergèrent plusieurs nouveaux syndicats alternatifs (3). Pour n'en citer que quelques-uns : un syndicat alternatif pour les travailleurs des médias (4) ; un syndicat des travailleurs au sein des ONG (5) ; des collectifs de professeurs d'université non-affiliés à l'establishment politique (6). En

### Références:

- 1 <https://al-akhbar.com/Community/269858/workers>
- 2 <https://thepublicsource.org/did-someone-say-workers>
- 3 <https://thepublicsource.org/did-someone-say-workers-2>
- 4 <https://nakababadila.com/>
- 5 <https://www.facebook.com/ngoworkersleb/>
- 6 <https://www.facebook.com/IndependentProfessors/> -7 <https://www.facebook.com/WorkersArtCulture/> -8 <https://www.facebook.com/LebProAssociation/>
- 9 <https://www.facebook.com/nakababadila/photos/a.115484936560972/167787271330738/?type=3&theater>

# Repenser le marché du travail et ses besoins

**Maria Frangieh**

Directrice générale de l'agence Socialprise



©Ali Morabet

L'épidémie de Covid-19, la double explosion du 4 août au port de Beyrouth et la crise financière au Liban ont incontestablement généré un changement important dans le monde du travail.

Si certaines entreprises se sont retrouvées en difficulté à cause de ces trois facteurs, d'autres ont au contraire prospéré. Celles qui ont pris des décisions réfléchies pour protéger leurs employés et qui ont adopté de nouvelles stratégies flexibles de travail, notamment en passant au télétravail, ont réussi à surmonter la crise. A l'échelle mondiale, Google, Facebook, Twitter, Fujitsu, Mastercard et plusieurs autres figurent parmi les premiers à avoir eu recours à ces stratégies, à cause de la pandémie du coronavirus.

Les techniques intelligentes de gestion impliquent une adaptation rapide et efficace aux changements, à travers le recours à des technologies telles que la vidéoconférence, les logiciels de gestion des tâches et autres outils de collaboration numérique.

Il faut dire que même le comportement des consommateurs a changé en ces temps de crise. La communication, les divertissements et les achats en ligne ont connu une croissance remarquable, du jour au lendemain.

Les changements intervenus simultanément au niveau des modèles d'affaires (business models) et du comportement des consommateurs ont favorisé une sorte d'harmonie exploitée par ceux qui s'y sont vite adaptés. Ils ont dans le même temps généré une demande d'emplois à domicile (work from home).

## Les avantages

Si le travail à distance présente de nombreux défis, il offre dans le même temps de nombreux avantages. Les entreprises qui se sont adaptées aux changements

intervenus et mis en œuvre des processus flexibles de gestion des affaires y verront un atout de taille, dans la mesure où elles auront ainsi adopté ce qu'on appelle « les nouveaux critères de normalité ».

Elles constateront une croissance de productivité qui peut aller jusqu'à 20 %, selon Bloom, professeur à l'Université de Stanford en Californie. L'important à ce niveau est de mettre en place des processus flexibles, de fixer des délais clairs et d'éviter une micro-gestion de l'équipe.

Mais il est évident que tous les employés ne sont pas forcément plus productifs lorsqu'ils travaillent de chez eux. Si tel est le cas, ils doivent trouver un environnement approprié dans lequel ils pourraient l'être puisqu'il s'agit désormais d'une nouvelle norme professionnelle dont il faudra tenir compte.

Une fois le modèle virtuel mis en place, les employés pourront rester dans leurs localités respectives et contribuer ainsi au développement économique des zones rurales. Socialprise, une agence libanaise de marketing et de communication digitale, a adopté le télétravail depuis 15 ans, avec une équipe de Libanais qui travaillent en zones rurales. La directrice marketing de Socialprise, Sela P. considère le télétravail comme « le meilleur arrangement professionnel » qu'elle ait connu. « Cela me pousse à être autonome », commente-t-elle.

A cause de l'épidémie de Covid-19, de la crise financière et de l'explosion du 4 août, de nombreuses personnes se sont retrouvées au chômage. Mais des solutions existent. A titre d'exemple, un freelance peut mettre son CV en ligne, en mettant en valeur les compétences qui le distinguent. Le fait d'offrir des services en ligne peut aider plusieurs personnes à trouver de nouvelles sources de revenus.

Voici quelques conseils :

- Consultez [JobsForLebanon.com](http://JobsForLebanon.com), LinkedIn, HireLebanese et d'autres sites pour les offres d'emploi en ligne.

- Devenez actifs sur les réseaux sociaux en mettant en valeur vos compétences ; trouvez des moyens créatifs pour associer vos compétences au numérique.

- Créez vos propres produits et vendez-les en ligne.

Le marché du travail a évolué de manière à renvoyer aux sites électroniques ainsi qu'aux plateformes de médias sociaux, lorsqu'il s'agit de faire la promotion de tous genres de produits et services. Prenons pour exemple watani.store, une plateforme de marché électronique qui offre ses services gratuitement à tous les produits et services libanais qu'elle connecte à la diaspora. Watani.store, qui recrute des talents libanais pour du télétravail, est un exemple d'entreprise qui s'est adaptée au changement intervenu au niveau des marchés. C'est à travers elles que Noha, fondatrice d'Oils of Nature, Noha a développé son entreprise. « L'accroissement de la demande internationale pour mes produits m'a encouragée à élargir mon équipe qui travaille à domicile », confie-t-elle.

## Les défis

Chaque changement intervient cependant avec des défis qui lui sont inhérents. L'un des principaux défis du télétravail consiste à avoir le matériel nécessaire pour pouvoir être

productif à domicile. Plusieurs entreprises traditionnelles sont équipées d'ordinateurs de bureau, comme on le sait, mais pour le télétravail, les employés utilisent leurs propres portables. Comme les paiements internationaux sont limités ou nécessitent des fresh dollars, de nombreuses sociétés ont eu recours à des logiciels gratuits pour gérer leurs équipes. Leurs fonctionnalités sont certes limitées, mais elles facilitent quand même le flux de travail.

Le monde de la communication n'est plus le même, dans la mesure où les équipes professionnelles sont aujourd'hui contraintes de s'adapter à la planification et aux échanges en ligne, alors que tout cela se faisait lors de réunions organisées dans des bureaux. En l'absence d'un contrôle physique, la gestion du travail peut s'avérer difficile. D'où l'importance pour la direction de mettre en place un système informatique de gestion. Les logiciels le plus souvent utilisés dans ce cas sont Trello, Asana, Slack, Basecamp, Active Collab, WorkBook, Jira, Monday.com, entre autres.

Un autre défi est d'ordre technique. Pour pouvoir travailler à domicile, une bonne connexion Internet s'impose. Or nul n'ignore que celle-ci est faible au Liban et que sa puissance varie d'une région à l'autre. Plus encore, avec les enfants à la maison, il devient difficile de gérer son temps, surtout si ces derniers doivent suivre leurs cours en ligne.

Les patrons pensent aussi qu'il est justifié d'entrer en contact à tout moment avec leurs employés, même tard dans la nuit. Ces derniers sont en outre soumis à des pressions pour achever leur travail du moment qu'ils n'ont plus un horaire de bureau. Tout, subitement, devient urgent. Comme cette situation est appelée à durer, il est fortement recommandé de s'imposer des horaires de travail à domicile. Cela s'applique aussi bien aux patrons qu'aux employés. Après tout, un temps de travail flexible peut développer la productivité.

Changer de culture n'est pas facile et demande du temps. Cela est surtout valable pour la vieille génération qui n'a pas l'habitude de recourir à la technologie afin de communiquer avec son équipe. Les entreprises doivent faire confiance à leurs employés et commencer à évaluer leur productivité en fonction des tâches effectuées, des délais respectés et de nombreux autres critères, mais en utilisant les outils en ligne disponibles.

Les entreprises devraient aussi profiter de cette nouvelle donne pour réévaluer leurs besoins commerciaux, leurs coûts et leurs stratégies de gestion en faisant montre de flexibilité, plus particulièrement avec leurs équipes. Elles se doivent, en même temps que leurs employés, d'acquérir de nouvelles compétences qu'il leur sera possible d'offrir à distance et qui leur permettront en même temps de trouver un équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Les entreprises virtuelles sont l'avenir. Aussi, il leur est fortement recommandé, ainsi qu'à leurs employés, d'acquérir toutes les compétences nécessaires pour travailler efficacement à domicile et développer leur carrière.

# Repenser l'utilisation des médias après la pandémie

**Claudia Kozman**

Professeur adjoint de journalisme multimédia et directeur de recherche à l'Institut de recherche et de formation aux médias (IMRT) de l'Université libanaise américaine

Pendant la période de confinement due au Covid-19, la plupart des gens ont eu recours à l'Internet dans tous les domaines. Ce phénomène a pu surprendre certains, mais en réalité, plusieurs innovations dans ce domaine avaient préparé le terrain à un tel changement.

Après les recherches sur le web, les réseaux sociaux et même les réunions virtuelles, beaucoup d'autres éléments de nos vies devraient suivre le même mouvement. Avec ces innovations, de nouveaux développements technologiques pourraient avoir lieu et devenir indispensables.

Indépendamment du domaine dans lequel on travaille, il faudra probablement passer au travail à distance sur Internet au cours des prochains mois.

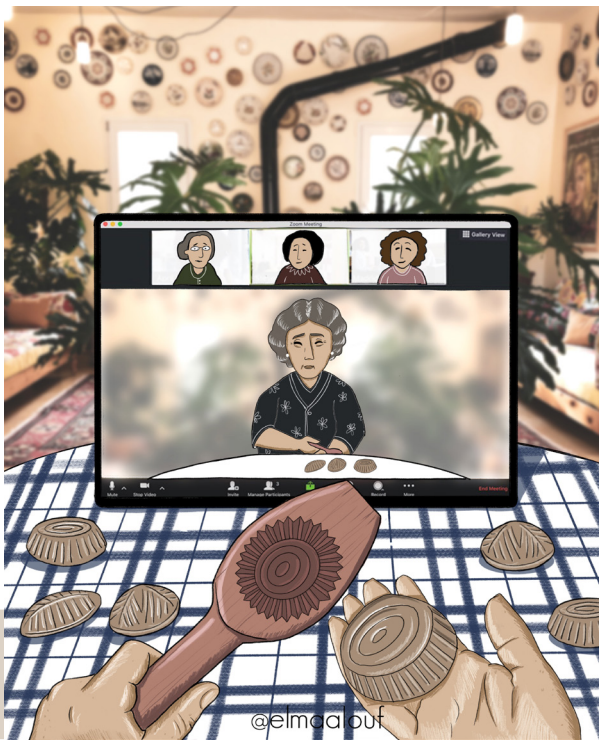
La nécessité de poursuivre notre routine de travail quotidien pendant la période de confinement a invité dans nos maisons les géants de la technologie, qui n'attendaient que cette occasion pour nous envahir. Ainsi, ce n'est plus qu'une question de temps pour que les instruments numériques prennent le pas sur les outils traditionnels et deviennent une banalité.

Dans ce cas, quel a été le rôle du Covid-19 et de la pandémie qu'il a provoquée dans l'amplification du rôle des compagnies technologiques dans nos vies ? Il a simplement accéléré le processus d'automatisation. Pour certains, l'idée de l'intelligence artificielle peut pousser vers une robotisation généralisée du monde, mais pour les experts en technologie, le futur est dans le numérique.

Tout en étant utiles, ces innovations ne peuvent pas toutefois être appliquées dans tous les cas et tous les domaines. Au Liban par exemple, le numérique se heurte à des problèmes primaires liés à l'infrastructure et à l'Internet. Plus encore, les coupures de connexion dues à une faillite généralisée de l'économie accentuent encore les difficultés de développer ce secteur. Pendant la période de confinement due à la pandémie, cela a été surtout perceptible dans l'enseignement à distance. La lenteur du débit, les quantités réduites de bande passante et les forfaits limités ont sérieusement ralenti le niveau de l'enseignement à distance, aussi bien pour les élèves que pour les enseignants.

De même, il y a eu aussi un impact négatif sur plusieurs autres domaines. L'effondrement de l'économie a imposé des limites sur les paiements via Internet ainsi que sur les achats en ligne, rendant pratiquement impossible, ou en tout cas très difficile, le commerce électronique. Face à tous les problèmes qu'affrontent actuellement le Liban, la technologie peut paraître secondaire. Quand l'objectif est de survivre, elle peut même être considérée comme un luxe. D'un point de vue médiatique, la présence de plus en plus importante de la technologie pousse vers l'adoption d'un nouvel agenda d'information et porte l'attention sur de nouvelles approches. Les technologies qui offrent le luxe de conclure des affaires et de nouer de nouvelles amitiés ne sont pas seulement produites par des machines. Elles sont produites par des êtres humains, qui ont établi des codes

précis pour y avoir accès. C'est ainsi que des informations qui paraissent innocentes peuvent en fait influencer sur la façon de penser de ceux qui les reçoivent en leur imposant une sorte de filtre. Le danger qui se cache derrière ces informations rapides dépasse celui de la sélection que nous faisons nous-mêmes, car dans ce cas les nouvelles sont subtilement filtrées, en se basant sur nos habitudes de sélection. Les nouvelles méthodes d'information rapide limitent la liberté de choix, sans en avoir l'air et sans que le destinataire s'en rende compte. Comme Sustain l'avait écrit en 2001, « les échos de chambres » augmentent la polarisation qui rend les sociétés moins perspicaces, notamment sur le plan civique.



Mais l'utilisation de codes pour produire des informations n'est pas limitée aux compagnies technologiques et à la toile. Plusieurs organisations ont déjà adopté ce système pour produire des articles d'informations. Les recherches révèlent déjà quelques éléments sur la réponse du public aux informations automatisées. Une récente expérience réalisée par Tandoc Jr et ses collègues qui a été publiée dans le « Digital Journalism » montre que le public ne fait pas la différence sur le plan de la crédibilité entre les informations automatiques et les articles écrits par des journalistes. Parfois même, l'article automatisé semble plus objectif au lecteur que celui écrit par le journaliste. Il faudra en tout cas surveiller la suite et voir comment ces informations seront perçues dans le futur.

Avec le petit contrôle qui nous reste, comment devons-nous faire face à l'inévitable et construire malgré tout une vie meilleure ? Préserver avec ces sociétés d'information notre esprit critique aura forcément un impact sur la

qualité de nos vies et celle de ceux qui nous entourent. C'est là que l'expérience et le savoir-faire médiatique jouent un rôle important. Utiliser des filtres de base et vérifier les informations que nous recevons sont des démarches cruciales pour survivre dans un monde numérique appelé à devenir de plus en plus persuasif et dominant. Il faut donc conserver un sens des responsabilités et un esprit critique en recevant et en répandant les informations que nous recevons et nous serons ainsi en train de contribuer à consolider la paix dans nos sociétés.

Ces pratiques ne sont certes pas innées. La psychologie nous apprend depuis toujours que les humains sont des créatures qui cherchent les solutions de facilité et préfèrent conserver leurs ressources mentales, au lieu de faire des efforts pour résoudre leurs problèmes d'une façon plus sophistiquée et recherchée, comme le suggère l'ELM (Elaboration Likelihood Model). Alors que cette fonction est nécessaire dans certaines circonstances, l'appliquer à nos habitudes de sélection médiatique peut nous pousser à éviter de faire l'effort d'authentifier les informations. Prendre des raccourcis peut donc être destructeur dans le milieu numérique où la vérification des informations devient de plus en plus difficile. La prudence à l'égard de la source d'une information et la conscience de l'agenda qui est derrière, ainsi que l'identification de celui qui l'envoie sont indispensables pour nous aider à renforcer notre perspicacité et protéger notre santé mentale.

En ces temps difficiles, le public libanais fait face à de nombreux défis. En l'absence de solutions venues d'en haut, la seule façon de répondre au flux de la digitalisation est de lancer des initiatives individuelles, basées sur la conscience des dangers venus « des échos de chambres », qui peuvent se placer entre nous et l'information que nous recherchons. Pour les optimistes, ces difficultés peuvent constituer une opportunité pour les innovateurs locaux afin de trouver des solutions à des problèmes locaux. Atteindre des objectifs visant à renforcer les communautés qui s'appuient sur le développement technologique et le numérique peut pousser certaines personnes à regarder au-delà du présent pour commencer à préparer un futur qui nous attend tous.

La pandémie prendra fin, mais les entreprises de technologie continueront à marquer nos vies. La façon avec laquelle nous traiterons avec elles permettra de savoir si nous saurons gérer ces nouveaux instruments ou si nous contribuerons à répandre un flot d'informations non-véifiées. Dans les petits secteurs que nous pourrions encore contrôler, garder l'esprit critique pourrait être notre seule voie de salut.

# Les « laboratoires » de vérification des faits du Liban tentent d'éradiquer le « virus » des fausses informations

Christy-Belle Geha

Journaliste

Les laboratoires médicaux affrontent de nombreux défis pour lutter contre le Covid-19 et freiner sa propagation. Parallèlement, d'autres laboratoires œuvrent sans relâche pour endiguer une autre forme d'épidémie qui affecte également les esprits. Il s'agit de l'infodémie, telle que désignée par l'Organisation mondiale de la santé. Le « système immunitaire » du Liban a été considérablement affecté par la flambée délirante des fausses nouvelles, notamment depuis le début de 2019 à la suite de la

la seule source sûre d'informations.

« Nous avons développé ce que nous avons acquis lors de la formation en une campagne baptisée "صحتك من صحة الخبر" (Ta santé provient de la véracité de l'information), ajoute-t-elle. Il s'agit d'une initiative menée par des jeunes sur les réseaux sociaux qui a pour objectif de lutter contre les fausses nouvelles au Liban et aider notre société à vérifier la véracité ou la fausseté des informations numériques qui circulent sur le Covid-19. Depuis avril 2020, nous surveillons les canulars et diffusons

ils se répandent, plus nous recherchons leurs origines et leurs motivations, afin d'utiliser plus tard des faits qui les corrigent », poursuit-elle.

Le 29 septembre, à titre d'exemple, Elzasas a publié une photo du président français Emmanuel Macron assistant le 10 mars à une visioconférence qui s'est tenue avec des dirigeants de l'Union européenne. Cette même photo avait été retouchée au début du mois d'août pour montrer le chef de l'Élysée tenant une réunion virtuelle présumée avec le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah.

## Grand angle : une vision plus claire et un public plus large

Pour Hala Homsy, seule vérificatrice des faits du site web d'an-Nahar, corriger les perceptions erronées est un processus basé davantage sur des informations d'intérêt général dont les répercussions pourraient accroître la peur au sein des collectivités, que sur la circulation même de l'information.

« Pour réduire la propagation de fausses nouvelles, images et vidéos, je surveille les médias sociaux et les sites d'information en ligne non fiables. Je recherche des sources crédibles pour fournir au public des références précises via la section Fact Checking # "النهار\_تتحقق" (6) que le site web d'an-Nahar a lancé en janvier 2018 », a déclaré Mme Homsy.

Le 18 août (7), le site d'an-Nahar a publié à titre d'exemple une information montrant la fausseté des rumeurs selon lesquelles les aides faites par l'Unicef au profit des personnes sinistrées par l'explosion de Beyrouth étaient vendues.

Khaled Soubeih, coordinateur de la vérification des faits en arabe à l'AFP – factuel (8), distingue quant à lui trois courants de désinformation liés à la pandémie. Ceux-ci ont émergé selon lui de près de 130 canulars dans le monde arabe que le service de vérification des faits de l'agence a démystifiés pendant trois mois.

« L'information selon laquelle la pandémie est un mensonge, voire un artefact politique, reste la fausse information la plus populaire ayant circulé au Liban et dans le monde. Alimentées par les théoriciens du complot, ces nouvelles ont permis aux gens de s'échapper mentalement vers un univers parallèle délirant, où la pandémie ne sévit pas. Les fausses informations en matière de santé (comme celle selon laquelle l'ail, l'oignon et le citron sont des armes contre le coronavirus) ont été aussi largement partagées, mettant des vies en danger. Troisièmement, les fausses données culturelles concernant le virus parcourrent le monde », précise M. Soubeih.

Considérés comme des « vérificateurs de faits de tierce partie » par Facebook depuis 2019, les vérificateurs de faits de l'AFP enquêtent sur les informations mensongères pour les rectifier, aux côtés du Réseau international de vérification des faits (International Fact-Checking Network-IFCN), en taguant les publications inexactes sur Facebook.

De plus, depuis près d'un an, le site web de la chaîne de télévision locale LBCI met l'accent sur les intox dans la rubrique "خبر كاذب" (fake news - 9), comme le soutient Toni Kassab, rédacteur en chef du site Web LBCI News.

« Les corrections peuvent aider à réduire les perceptions erronées en ligne, mais elles peuvent difficilement les éradiquer, car les fausses nouvelles intentionnellement nuisibles ont un plus grand impact étant donné leur nature orientée vers l'instinct », ajoute-t-il.

En fait, un effet de « chambre d'écho » en ligne est créé à chaque fois que les utilisateurs des réseaux sociaux s'associent à des personnes qui partagent les mêmes idées, renforçant leurs préjugés, ce qui rend plus difficile de prouver que les « sources » sont trompeuses.

Au nombre des intox ayant circulé à large échelle lors de la crise du Covid-19, l'enregistrement inhabituel, il y a quelques mois, de près de 100 cas de contaminations au coronavirus, ce qui avait retardé la publication du bilan quotidien du ministère de la Santé, provoquant une vive panique. Même certains journalistes y avaient cru !

## Sur un plan global : guérir une nation

En mars 2020, le PNUD a lancé, en partenariat avec la chaîne de télévision locale LBCI, une campagne nationale de sensibilisation intitulée « Comptez jusqu'à 10 avant de partager des informations non-véifiées » (10). Elle a pour objectif de limiter la diffusion de fausses informations et de mettre l'accent sur la nécessité d'une consommation sûre des nouvelles à travers des infographies et des contributions d'influenceurs locaux.

Dix activités en relation avec le Covid-19 comprenant entre autres de petites vidéos menées sur les réseaux sociaux ont fait partie de cette campagne à ce jour. De plus, quatre publicités télévisées et vidéos ont été diffusées dans ce cadre durant le mois de novembre.

### Références:

- 1-<https://www.facebook.com/pages/category/News---Media-Website/%D8%B5%D8%AD%D8%AA%D9%83-%D9%85%D9%86-%D8%B5%D8%AD%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%A8%D8%B1-101805838163725/>
- 2-[https://www.instagram.com/so7tak\\_men\\_s07et\\_lkhabar/](https://www.instagram.com/so7tak_men_s07et_lkhabar/)
- 3-<https://www.facebook.com/Elzasas/>
- 4-<https://twitter.com/elzasas>
- 5-<https://www.instagram.com/elzasas/>
- 6-<https://www.annahar.com/section/567-%D8%A7%D9%84%D9%86%D9%87%D8%A7%D8%B1-%D8%AA%D9%88%D8%A7%D8%AC%D9%87-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B2%D9%8A%D9%81%D8%A9>
- 7-<https://www.annahar.com/arabic/article/1258312-%D8%A7%D9%84%D9%8A%D9%88%D9%86%D9%8A%D8%B3%D9%81-%D8%AA%D9%88%D8%B6%D8%AD-%D8%AD%D9%82%D9%8A%D9%82%D8%A9-%D8%AA%D8%A8%D8%B1%D8%B9-%D8%A7%D8%AA-%D9%84%D9%87%D8%A7-%D8%AA%D8%A8%D8%A7%D8%B9-%D9%81%D9%8A-%D9%85%D8%AA%D8%AC%D8%B1-%D9%84%D9%85-%D9%86%D8%AC%D8%AF-%D9%85%D8%A7-%D9%84%D9%88-%A4%D9%83%D8%AF-%D8%B0%D9%84%D9%83-factcheck>
- 8-<https://factuel.afp.com/ar>
- 9-<https://www.lbcgroup.tv/search/%D8%A8%D8%A8%D8%B1-%D9%83%D8%A7%D8%B0%D8%A8>
- 10-<https://www.facebook.com/watch/?v=241372277235966>



© Tiffany Moujaes

détérioration de la situation économique. La double explosion du port de Beyrouth le 4 août a contribué, encore plus, à l'émergence de fausses informations.

Pour atténuer l'impact de la confiance dégradée dans les sources bien informées, alors que les citoyens sont manipulés sur le plan de l'info, de nombreux « laboratoires » de vérification des faits interviennent au Liban, à l'échelle individuelle, organisationnelle et nationale, pour doter les citoyens d'outils susceptibles de leur permettre de distinguer le faux de l'authentique en période d'instabilité.

## À l'échelle locale : la vérification quotidienne des faits permet d'éloigner les fausses nouvelles

Au début de l'année en cours, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'ONG Dawaer ont choisi des jeunes, garçons et filles, de dix régions libanaises pour suivre une formation sur la vérification des faits. Nancy Souky, volontaire de la région de Choueifat, ne s'attendait pas au changement qu'elle allait sentir auprès de son entourage depuis qu'elle a rejoint la formation. Elle explique que les gens se demandent désormais si les groupes WhatsApp dont ils font partie sont

des informations corrigées sur Facebook (1) et Instagram (2). »

Le 12 août, une équipe de la campagne a vérifié plusieurs messages vocaux ayant circulé sur les réseaux sociaux qui laissaient entendre que la Croix-Rouge libanaise avait mis en garde contre de possibles explosions après le 4 août et que l'ambassade de France avait demandé à ses ressortissants de rester chez eux pendant 48 heures pour les mêmes motifs.

Elzasas ("العزازس"), c'est-à-dire les veilleurs de nuit, est une autre initiative volontaire qui essaie d'offrir aux Libanais des informations précises, alors que la désinformation écrasante dans laquelle le pays s'est enlisé, notamment depuis le soulèvement populaire d'octobre, bat son plein. C'est alors qu'Elzasas a officiellement élargi l'éventail de ses activités pour démonter les canulars répandus quelques mois auparavant.

« Elzasas diffuse les informations corrigées sur Facebook (3), Twitter (4) et Instagram (5), grâce à une équipe d'indépendants et de salariés, formée de concepteurs graphiques, de vérificateurs de faits, de correcteurs et de juristes, qui investissent beaucoup dans cette cause », a noté Youmna Fawaz, l'une des initiatrices d'Elzasas. « Les mensonges que nous débusquons sont sélectionnés suivant le rythme de leur circulation. Plus



# Quand la culture assure la cohésion d'un peuple

Colette Khalaf

Journaliste à L'Orient-Le Jour



L'élément humain, physique et moral des milieux artistiques gravement touchés pourra-t-il rebondir après une année 2019-2020 faite de tragédies successives : révolution, Covid-19, et enfin une explosion qui a détruit une grande partie de la ville de Beyrouth ?

Élément vital d'une société dynamique, la culture soude un peuple. Outre sa valeur intrinsèque, elle apporte de précieux avantages sur le plan social et économique et elle est le moteur qui fait avancer une société. L'explosion du 4 août au port de Beyrouth a détruit une grande partie de la capitale, ainsi que ses lieux artistiques et culturels. Une capitale déjà exsangue après une révolution et un virus qui s'étaient abattus sur elle.

## Détruite et détruite encore...

Le Liban a subi de multiples invasions à travers l'histoire, et en dépit de cela il est resté debout. Qui plus est, il a profité de ce brassage des cultures pour en faire la sienne.

Avant 1975, date charnière dans l'histoire du pays, le pays connaissait un essor culturel et artistique à tous les niveaux. La guerre de 1975 survint et ce fut le quasi-arrêt, voire l'arrêt total, de ces activités-là.

Dès les années 1990 et dans les décades qui suivirent, la culture reprenait ses droits. Quoique la stabilité était encore précaire, Beyrouth rentrait dans le 21<sup>ème</sup> siècle par la grande porte redevenant ainsi une plateforme culturelle internationale. Vers l'an 2000 donc, des galeries (Art Lab, Sfeir-Semler, Tanit, Art on 56th et Marfa' en 2015, ou encore Aïda Cherfan) ainsi que des lieux artistiques contemporains devenaient le point de rencontre d'une jeunesse débarrassée des tabous de leurs aînés. Designers et grands couturiers suivirent, ainsi que les salles de théâtre comme le théâtre de Gemmayzé, le Black Box de Jacques Maroun assurant une continuité avec le théâtre Monnot ou Madina à Hamra. Le port et son voisinage devinrent le Hamra des années 70. Le hub.

Dès le 17 octobre 2019, la galerie Aïda Cherfan ferma ses portes se contentant de l'espace installé depuis longtemps à

Antélias. Les autres se plaignaient de la crise économique, mais n'étaient pas prêtes à baisser les bras. D'autre part du côté du 7<sup>ème</sup> art, l'association Metropolis qui accueillait le cinéma d'auteur avec ses festivals internationaux, dut également arrêter ses activités à Sofit et mettre la clef sous la porte. Le duo Mia Habis/Omar Rajeh, qui avaient créé Bipod, une plateforme internationale de danse, et construit en 2019 Citerne Beirut à Mar Mikhaël, composée de différentes salles polyvalentes, ont dû quitter le pays désenchantés.

Le 4 août 2020, l'explosion fit en quelques instants ce que la guerre civile a fait en 20 ans : détruire toute la scène culturelle, physiquement et moralement ou la morceler. Outre les pertes humaines (architectes, galeristes et autres), les espaces d'exposition ont subi de graves pertes (lieux et toiles). Noha Moharrem, Joumana Asseily, Nayla Kettaneh König, Andrée Sfeir-Semler ou Antoine Haddad ont accusé le coup (comme d'ailleurs toute la population meurtrie) puis se remirent à la reconstruction ou à l'élaboration de projets différents (expositions à l'extérieur ou on-

line, refusant d'abandonner leurs artistes et leur pays).

## ...mais toujours debout

Les initiatives collectives se sont multipliées, à ne citer que celles-ci : #LiBeirut a organisé en collaboration avec la délégation permanente du Liban à l'Unesco, le 17 septembre, un débat en ligne, ResiliArt Liban, placé sous le thème « Les musées et galeries d'art pour le retour à la vie culturelle à Beyrouth ». Selon le quotidien L'Orient-le-Jour, « les intervenants ont souligné le rôle central qu'occupent les musées et galeries d'art beyrouthins en tant que pont culturel au service de la société libanaise, de sa diaspora, ainsi que leur rôle dans la cohésion sociale, l'éducation et le développement. Ils ont mis en lumière l'impact et les défis de cette catastrophe sur le secteur culturel libanais déjà lourdement affecté par la crise économique et la pandémie de Covid-19 ». Le débat portait aussi sur les musées endommagés : au total six, dont le musée Sursock.

Une autre initiative privée, a été lancée par Art Nub « Beirut Fine Art Heritage Rescue », qui travaille gratuitement à la restauration des œuvres abîmées. Nayla Yared et Gaby Maamary souhaitent par conséquent retrouver un héritage national en perte. Outre la crise financière et le confinement dû au Covid-19, l'explosion du 4 août a causé aussi des dommages considérables à de nombreuses sociétés du secteur cinématographique et audiovisuel libanais, impactant également les tournages et prestations de post-production. La Commission nationale du Cinéma de France a lancé un fonds d'urgence pour le Liban. Ce dispositif a pour objet d'attribuer des aides exceptionnelles aux films ou projets de films de long-métrage de cinéma, dont l'écriture, le tournage ou la post production ont été retardés ou interrompus depuis le début du mois d'août.

Enfin, le théâtre ne pouvait pas mourir avec une telle énergie issue de son élément humain. Certes les salles ont subi de graves dommages, mais sur le plan mental, la dynamique est toujours là. Si certains ont arrêté leurs activités artistiques préférant se consacrer à la Thaoura, d'autres se sont adaptés à la situation de distanciation et se sont remis à la création. « Hamasat » est un projet scénique mis en ligne qui organise actuellement une levée de fonds pour subvenir aux besoins des salles de théâtre endommagées. Puissent ces initiatives être clonées dans tous les milieux artistiques afin de remettre la culture sur pied.

# Traiter les conditions sous-jacentes d'un secteur de santé en difficulté

Sara Chang

Spécialiste en santé publique



Les blessures résultant de la répression des manifestations historiques qui ont commencé en octobre 2019 au Liban ; le traumatisme et les dégâts qui ont suivi l'énorme explosion au port de Beyrouth le 4 août 2020 ; les soins médicaux administrés à un nombre croissant de cas de Covid-19... Le secteur de la santé au Liban est en première ligne depuis des mois, traitant des patients sur tout le territoire, ce qui a épuisé des institutions et un personnel déjà débordés. L'instabilité politique et l'effondrement économique ont également engendré des crises complexes et cumulatives, affectant les individus comme les institutions. Dans le cas du secteur de la santé, ces crises se sont traduites par des pénuries croissantes de personnel, de matériel, d'équipements et de médicaments, qui entravent la capacité des établissements hospitaliers à fournir les soins médicaux adéquats. De plus, les factures impayées aux hôpitaux publics et privés continuent de s'accumuler, à un moment où le gouvernement a des difficultés à rembourser ces services.

Le secteur de la santé n'est pas immunisé contre ces crises multiples. Pour cette raison, les efforts en vue de l'amélioration de ses capacités doivent être accompagnés d'une action proactive et globale aux niveaux sociétal et communautaire. Je décrirais trois

recommandations-clés visant à réduire la pression sur le système de santé et améliorer sa capacité à réagir au Covid-19 : 1) exploiter les ressources existantes en appliquant une stratégie nationale coordonnée pour faire

politiques et économiques du système en appliquant des réformes globales.

## 1) Exploiter les ressources existantes en appliquant une stratégie nationale coordonnée pour faire face au Covid-19.

Les défis opérationnels et relatifs à la coordination entre les entités responsables de l'intervention face au Covid-19 reflètent la fragmentation plus vaste des acteurs publics, privés et non-gouvernementaux, ainsi que des priorités au Liban. Un plan détaillé et global de préparation et d'intervention est par conséquent indispensable pour optimiser les ressources disponibles en vue de faire face au coronavirus, et d'harmoniser ces efforts avec la reconstruction post-explosion. Les partenariats doivent être fondés sur une responsabilité et une action communes. Le plan détaillé et global de préparation et d'intervention devrait également comprendre un processus de prise de décision basé sur des données précises, une communication et un engagement fondés sur le respect, des rôles et des responsabilités clairement définis, et des mécanismes résilients qui régissent une collaboration entre les parties prenantes et à travers elles. Les populations les plus vulnérables au virus, à ses conséquences sanitaires et à ses impacts secondaires, tels le chômage et la faim, doivent être prises en considération dans le plan de développement. Ces populations incluent, dans une liste non-exhaustive, les personnes handicapées, les personnes du troisième âge, et les ménages dirigés par des femmes.

## 2) Réduire la propagation du Covid-19 en investissant dans la santé publique.

le contrôle ou le traçage de la propagation du virus, ainsi que l'identification ou l'investigation de cas étaient insuffisamment développés pour répondre à la demande. Ces fonctions, ajoutées aux tests à grande échelle, aux soins préventifs accessibles et abordables, et à la collecte et l'analyse des données de santé publique, sont cruciales pour maîtriser le Covid-19. On peut comprendre que les décideurs soient concentrés sur l'augmentation du nombre de lits d'hôpitaux consacrés aux patients atteints. Mais la lutte contre le virus ne commence pas quand les gens sont testés positifs, qu'ils tombent malades et nécessitent une intervention médicale, c'en est au contraire la dernière phase. Voilà pourquoi la santé publique ne doit pas être négligée, puisque la prévention est centrale en vue de réduire la pression sur le système de santé.

## 3) Remédier aux défaillances politiques et économiques du système en appliquant des réformes globales.

Le système de santé opère dans des conditions sociales, politiques et économiques plus vastes, dont il est affecté. Pour cela, jusqu'à ce que ces conditions s'améliorent, le secteur restera vulnérable aux salaires impayés ou en baisse, aux difficultés d'importer les équipements indispensables, aux lacunes dans les services de base tels l'eau et l'électricité, sans compter les défis qui rendent les soins médicaux et les traitements moins disponibles. Les politiques qui abordent les conditions sociales, politiques et économiques ne bénéficieront pas seulement au secteur de santé, mais à tous les Libanais. Les réformes économiques globales, la disponibilité des services de base et la bonne gouvernance par le biais de la transparence et de la reddition de comptes sont nécessaires pour répondre à l'augmentation des taux de chômage, la pauvreté et la faim. De telles mesures pourraient également restaurer la confiance dans le gouvernement et ses partenaires, un processus qui s'est avéré essentiel pour juguler la propagation du Covid-19 dans d'autres pays.

En tant que professionnelle de la santé, il m'est naturel d'examiner le contexte dans lequel vit un individu pour comprendre son état de santé et son bien-être. Et c'est à travers ce prisme que mes recommandations ci-haut visent à faire progresser ce secteur et les impacts résultant des crises complexes et multiples qui secouent le pays. Mettre en application une stratégie nationale coordonnée, investir dans la santé publique, et adopter des réformes globales qui soutiendront le secteur de santé durant et après cette pandémie, auront en fin de compte une incidence positive sur les résultats médicaux, au bénéfice de toute la population du Liban.

### Examining the Interplay Between Individual, Community, & Societal Factors on COVID-19 in Lebanon

Sara Chang, MPH

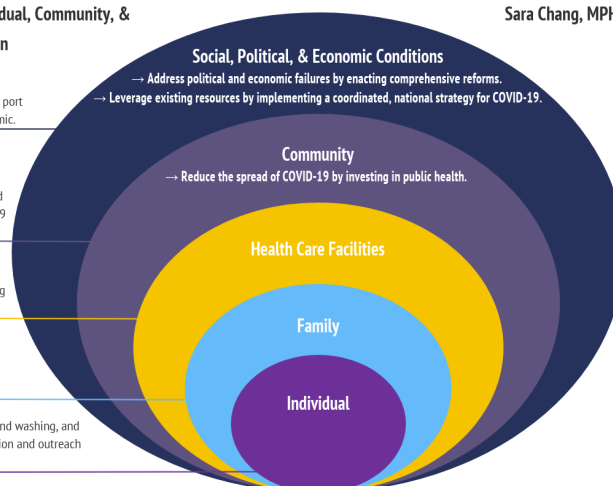
Political instability, economic collapse, and the Beirut port explosion are interconnected to the COVID-19 pandemic.

Policy interventions, such as closure of non-essential businesses, movement restrictions, and limitations on gatherings, rely on enforcement by security forces and municipalities and aim to slow the spread of COVID-19 and reduce strain on health care facilities.

Health care system capacity has been increased by operationalizing hospital beds, expanding and training the workforce, and adding supplies and equipment.

Increasing poverty and hunger leave much of the population ill-equipped to weather lockdowns and restrictions.

Individual behavior change, such as mask wearing, hand washing, and social distancing, has been supported by communication and outreach campaigns.



face au coronavirus, 2) réduire la propagation de la maladie en investissant dans la santé publique, 3) remédier aux défaillances

Le système de santé libanais souffre depuis des décennies de sous-investissement. Cela signifie que des fonctions essentielles, comme

# Les sites urbains vacants : une opportunité pour aménager l'espace public en temps de crise et d'austérité

Dana Mazraani

Architecte-Urbaniste, Coordinatrice des recherches au Beirut Urban Lab de l'Université américaine de Beyrouth

En mars 2020, les autorités libanaises ont fermé les parcs et les jardins publics, parmi d'autres mesures prises pour réduire le risque de transmission du Covid-19. Ces lieux n'ont été réouverts que trois mois plus tard, en même temps que les garderies, les pubs, les boîtes de nuit et les centres de sport. Cette association faite entre les espaces publics ouverts et les lieux de rassemblement fermés devrait être remise en question.

En raison du rôle vital qu'ils ont dans les villes, les espaces publics ouverts devaient être les premiers à rouvrir au public, à condition bien entendu que la distanciation physique y soit respectée. En effet, ces lieux revêtent une importance capitale parce qu'ils favorisent tout à la fois, l'amélioration de la santé physique et mentale, l'interaction sociale et le développement économique. Ils contribuent aussi à forger une citoyenneté urbaine inclusive. Après l'explosion au port de Beyrouth, le 4 août dernier, les sites inoccupés et les bâtiments abandonnés ont joué un rôle fondamental dans la gestion urgente de la crise, du fait qu'ils aient servi de bases pour l'organisation des secours, la mobilisation et les rassemblements.

Beyrouth est une ville à forte densité démographique caractérisée par une urbanisation galopante, dans laquelle les espaces publics sont peu nombreux et mal gérés. La ville compte en tout 21 parcs et jardins publics sur une superficie totale assurant moins d'un mètre carré d'espace vert par habitant, une corniche maritime et quelques plages encore accessibles au public.

Étant donné les crises socio-économique et politique qui affectent le Liban, il est impossible pour le moment de mettre en œuvre des projets de grande envergure. Néanmoins, en notre qualité d'urbanistes conscients de l'importance cruciale des espaces publics verts, ouverts et inclusifs, nous sommes tenus de promouvoir leur présence dans la ville et de travailler sur les sites encore disponibles plutôt que de se focaliser sur ceux qui devraient exister. Dans une ville qui donne la priorité au bien-être de ses habitants, les municipalités devraient, non seulement, être les promotrices du changement urbain, mais aussi faire du lobbying afin de dynamiser la vie publique. Les municipalités sont dotées de prérogatives légales leur permettant d'élaborer des stratégies urbaines à l'échelle de la ville ainsi que des plans de quartier qui peuvent encourager les habitants à améliorer leur environnement bâti. La mobilité doit jouer un rôle pivot dans ces stratégies, pour relier les espaces publics formels existants entre eux, mais aussi les relier aux terrains non constructibles ou vacants, aux locaux abandonnés et aux sites culturels et civiques, de sorte que le tout forme un réseau d'espaces communs ouverts qui desservent et connectent entre eux plusieurs quartiers. Un tel réseau peut favoriser le sentiment d'appartenance à la ville et d'appropriation collective, voire améliorer l'inclusion.

Si la municipalité de Beyrouth reprenait à son compte ces priorités, la vie publique dans la capitale se développerait. Elle permettrait

surtout à ses habitants de respirer et leur offrirait un moment de répit face aux défis de la vie de tous les jours. Cependant, en l'absence d'une municipalité responsable, c'est aux activistes urbains de continuer à militer pour une amélioration de la qualité de vie dans la ville. Les quatre recommandations présentées ci-dessous proposent des moyens pragmatiques d'intervention qui peuvent être mis en œuvre plus ou moins facilement, grâce à des partenariats avec le secteur privé et avec des groupes de la société civile, à l'instar des partenariats qui ont déjà été établis dans différents quartiers, mais de manière non coordonnée, comme à titre d'exemple, l'organisation de marchés, de souks temporaires et de jardinage urbain. Premièrement, les espaces publics existants doivent rouvrir et être réaménagés au besoin et le projet de parc côtier de Zaytouna Bay

ces sites, des interactions et des pratiques sociales, planifiées ou pas, peuvent se développer. Aujourd'hui, pour des raisons multiples, notamment la marchandisation des terrains et les normes de construction qui favorisent la spéculation immobilière, la Ville de Beyrouth possède à son actif un grand nombre de parcelles inoccupées. Une étude que nous conduisons depuis l'été 2019 au Beirut Urban Lab de l'AUB révèle la présence de 932 parcelles de terrains publics vacants dans l'actif de la Ville de Beyrouth, totalisant une superficie de 210 000 m<sup>2</sup>. La valeur des sites urbains vacants réside dans leur flexibilité. Contrairement aux espaces publics formels, les terrains inoccupés en ville sont des « espaces libres », encourageant l'organisation d'activités spontanées et créatives comme l'aménagement de terrains de jeux en plein air, la tenue de rassemblements

diverses échelles et dans différents buts. Par exemple, un projet de reboisement était en voie d'exécution sur un site vacant longeant le fleuve de Beyrouth ; une projection de films en plein air était organisée pour des enfants dans une impasse à Jeïtaoui ; un petit jardin municipal voué à l'abandon à Caracas a été nettoyé... ; un petit jardin municipal voué à l'abandon à Caracas a été nettoyé... Après l'explosion, plusieurs espaces ouverts se sont transformés en lieux de soutien collectif et en bases de secours destinés aux personnes en besoin. Telle a été à titre d'exemple, la fonction du jardin public de Jeïtaoui qui s'est instaurée de façon tout à fait spontanée mettant ainsi en relief l'intégration de ce lieu fréquenté par les habitants du quartier dans le tissu urbain. Le site d'une station-service abandonnée à Jeïtaoui a été également occupé par un collectif local ("Nation Station") qui en a fait une base de distribution de denrées alimentaires et d'autres aides.

Contre toute attente, il est ainsi apparu à quel point les pratiques socio-spatiales jouent encore un rôle essentiel à Beyrouth. Cela s'est d'ailleurs manifesté, quoique de façon éphémère, dans les quartiers affectés par l'explosion, sachant que les habitants n'avaient pas encore tous regagné leurs foyers. Nous l'avons vu également avec les voisins installés sur des chaises en plastique devant des épiceries, avec les petits commerces implantés des quartiers dont les propriétaires saluaient les passants qu'ils connaissaient, les résidents qui sirotaient leur café turc au balcon en observant les travaux de reconstruction et les enfants qui jouaient au football dans des parkings vides. Tous ces exemples montrent comment les gens se réapproprient peu à peu leurs quartiers et leurs espaces communs.

Il est évident que l'occupation des sites urbains vacants ne corrigera pas les causes des inégalités systémiques, mais de telles interventions restent pertinentes pour la vie publique urbaine. Alors que le Liban fait face à de nombreuses crises et que les difficultés auxquelles son peuple fait face s'accroissent de jour en jour, des actions solidaires restent absolument nécessaires. Des espaces où les gens ont la possibilité de se rencontrer et d'établir des liens peuvent ainsi jouer un rôle fondamental dans le développement de cette solidarité. En effet, les parcelles vacantes permettent l'émergence d'aires de jeux, de banques alimentaires et d'infrastructures de base, et où de nouvelles formes de vie collective peuvent être expérimentées.

## Références:

1. <http://beiruturbanlab.com/en/Details/619/vacancy-as-opportunity-re-activating-public-life-in-beirut>
2. <http://beiruturbanlab.com/en/Details/619/vacancy-as-opportunity-re-activating-public-life-in-beirut>



© Dana Mazraani

Des pancartes avec des inscriptions écrites à la main de bienvenue et un appel à maintenir la propreté des lieux, ont été accrochées dans le jardin public de Caracas, après son nettoyage, juin 2020

doit être implémenté. Deuxièmement, les espaces publics intérieurs, tels que la bibliothèque nationale et les bibliothèques municipales (où le visiteur n'est pas forcément un consommateur) devraient être accessibles à tous. Troisièmement, les rues doivent être réaménagées de manière à accorder la priorité aux piétons. Durant le confinement imposé à cause de la pandémie du Covid-19, de nombreuses personnes se sont mises à faire du vélo ou de la marche à Beyrouth, opérant ainsi une transformation très agréable d'une ville où l'usage des voitures domine. Le développement de la mobilité douce ne peut être possible qu'à travers la mise en place de mesures simples et financièrement abordables ainsi que l'utilisation d'outils d'urbanisme tactique.

Quatrièmement, et c'est peut-être là le point le plus important, l'occupation des sites urbains vacants (publics et privés, construits et non construits), à titre provisoire ou à long terme, en vue d'un usage commun et partagé, serait une adoption appropriée. Sur

sociaux ou le développement d'une agriculture urbaine. Parallèlement à leur valeur sociale, ces sites peuvent contribuer à répondre à des besoins écologiques, s'ils sont exploités avec un système d'infrastructures vertes. L'élaboration de modalités inclusives pour l'utilisation et la gestion de terrains inoccupés permet d'augmenter sensiblement le nombre d'espaces ouverts et leur variété dans les villes densément peuplées. Plus encore, les terrains inoccupés peuvent s'avérer particulièrement importants en période de crise économique et d'incertitude. En effet, ils ne nécessitent pas trop d'investissements ou d'entretien. Ils peuvent être gérés de manière collective et à titre provisoire, générant des résultats rapides. Au niveau de la programmation, de telles initiatives lancées au niveau des sites vacants peuvent répondre aux besoins des habitants de ces quartiers, variant de l'infrastructure à l'agriculture et générant ainsi un sentiment d'appropriation collective. Avant l'explosion au port, certains groupes avaient tenté de lancer des initiatives à

# Repenser l'éducation après le Covid-19 : les écoles

## Un monde en mutation, un Liban en métamorphose

Rana El Zein

Chargée de cours et chercheuse à l'Université Saint-Joseph - Consultante en écologie

La pandémie de Covid-19 s'est transformée en une prise de conscience à l'échelle mondiale. Au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle, nous avons été contraints de reconsidérer nos modes de vie et nos choix. Notre illusion de contrôler la nature s'est effondrée par un virus de quelques nanomètres. Nous avons été contraints à des bouclages qui ont ralenti notre rythme, octroyant à la Terre un peu de temps pour respirer. Heureusement, nous avons assisté à une diminution significative des niveaux de pollution et de bruit. Nous avons vu des plantes et des animaux s'aventurer dans des endroits qui leur étaient interdits, en raison d'une occupation humaine imposante et menaçante. C'est là que réside notre chance

abandonner nos anciens comportements de production et de consommation et opter pour un mode de vie durable. Nous devons l'admettre : le développement durable n'est plus un privilège ou une « tendance » limitée à certains individus soucieux de l'environnement. Aujourd'hui, plus que jamais, le développement durable est notre seule stratégie de survie collective. Néanmoins, il y a de l'espoir dans cette épreuve. Le développement durable n'est ni coûteux ni compliqué. Au niveau individuel, il s'agit d'adopter un mode de vie minimaliste et fonctionnel, de consommer de manière responsable et locale autant que possible, de reconsidérer nos priorités et nos « besoins », d'adopter de nouvelles

ressources locales et en créant des emplois.

- Promouvoir l'artisanat traditionnel (que nous avons abandonné) en utilisant les produits naturels disponibles.
- Décentraliser les entreprises et les institutions pour favoriser l'essor socio-économique et autonomiser les provinces et les régions éloignées.
- Autonomiser et moderniser le secteur industriel tout en mettant en œuvre des technologies durables et une production propre.
- Adopter des pratiques et politiques agricoles durables pour sauvegarder nos ressources environnementales tout en assurant la sécurité alimentaire.
- Réduire notre boulimie de consommation

- Effectuer une transition énergétique vers les énergies vertes et renouvelables.
- Mettre en œuvre un urbanisme écologique pour métamorphoser les zones urbaines en « villes vertes et respirantes », réduisant la pollution et améliorant le cadre de vie de plus de 80 % de la population libanaise.
- Reconsidérer les éléments fondateurs de l'habitat (surfaces, consommation d'énergie, isolation, matériaux, etc.) et du secteur immobilier pour préserver ce qui reste des paysages.
- Conserver et valoriser le patrimoine naturel en tant que pilier indivisible du plan de relance durable du pays.
- Augmenter les surfaces vertes grâce à des pratiques de boisement, de reforestation et d'agroforesterie pour lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement.
- Faire de l'éducation environnementale une priorité pour élever une nouvelle génération d'écocitoyens dotée d'un fort sentiment d'appartenance et d'une authentique conscience environnementale, ce qui est vital pour le changement révolutionnaire que nous recherchons pour notre nation. L'histoire du Liban est marquée par un long record de chutes et d'ascensions remontant à 12 000 ans, lorsque les premières civilisations du monde se sont installées au Levant. D'où sa réputation de renaître de ses cendres à plusieurs reprises, prouvant qu'il est inépuisable et infailible. Cette histoire tumultueuse, cependant, a été impitoyable envers ce « petit coin de paradis » et ses ressources naturelles qui sont des atouts inestimables. Notre symbole le plus précieux, le cèdre, est par exemple un témoin vivant du plus ancien héritage de destruction « environnementale » de l'histoire de la civilisation. Dans son livre *Le Liban* : une histoire et un journal (1860), David Urquhart décrit la transformation infligée au paysage par les habitants successifs du Liban par ce qui suit : « Ailleurs, l'homme a cultivé la terre, au Liban, il l'a faite ou plutôt dé faite ». Aujourd'hui, plus que jamais, il est temps de refaire le Liban. Alors oui, nous nous relèverons, mais nous devons « nous relever de manière durable ! ».



© Michel Sayegh / L'Orient-Le Jour Archives

de nous réconcilier avec la nature. Tout en essayant de faire face aux répercussions de la pandémie de Covid-19, le Liban est également confronté à un effondrement économique sans précédent, rendant le défi encore plus difficile à relever. Pour se redresser, le Liban doit penser à le faire de façon durable. L'ancien mode de consommation s'est avéré non viable économiquement, socialement et écologiquement. Ainsi, nous devons

habitudes durables et d'abandonner le « vieux » mode de vie de consommation extravagant, intégrant ainsi un nouveau rythme de vie, plus en harmonie avec la nature. Au niveau collectif, nous devons définir une stratégie pour notre ascension sociale et économique de manière à atteindre les objectifs suivants :

- Produire localement pour réduire les importations tout en valorisant les

(exemple : emballages inutiles, produits accessoires, etc.) pour réduire la production de déchets par habitant.

- Mettre en œuvre des stratégies de recyclage et de réutilisation du niveau le plus bas (ménages) au plus élevé (comme les entreprises et les institutions).
- Investir dans les transports publics pour réduire la pollution et le bruit, tout en rendant le secteur des transports efficace et respectueux de l'environnement.

# Nourrir le Liban : des initiatives qui soutiennent le développement communautaire et les agriculteurs

Nabila Rahal

Journaliste au magazine *Arabian Business*



Tous les jours, les indicateurs de la crise économique qui secoue le Liban se font plus flagrants. Autant les conséquences de la pandémie de coronavirus, notamment les deux mois de confinement qui ont privé des centaines de personnes de leur source de subsistance malgré sa nécessité, que l'impact dévastateur de l'explosion du 4 août au port de Beyrouth, exacerbent une situation déjà sombre. Ils soulignent également le bilan alarmant de l'autosuffisance alimentaire au Liban, telle que définie par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), c'est-à-dire « un pays produisant une proportion de ses propres besoins alimentaires qui approche ou dépasse 100 % de sa consommation ».

Les secteurs agricole et agro-alimentaire au Liban sont sous-développés, et leur contribution au PIB est de seulement 5 % chacun, toujours selon la FAO. En tant que tel, le Liban dépend des importations pour assurer les besoins alimentaires de ses habitants, et 85 % de ses denrées essentielles sont importées, ajoute l'agence onusienne. Même dans les aliments produits localement, il y a généralement un élément importé, qu'il s'agisse du foin pour animaux, des graines, des pesticides utilisés dans les cultures, ou encore des conteneurs.

Les articles importés sont le plus souvent réglés en dollars. Par conséquent, avec la hausse soutenue du taux de change des devises étrangères, du coût d'importation et donc du prix, ces articles deviennent de plus en plus inaccessibles pour la plupart

des Libanais. Le prix du panier alimentaire moyen a augmenté de 120 % en août 2020, par comparaison avec la même période l'année dernière, suivant l'index des prix à la consommation au Liban. Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies rapporte une augmentation des prix de l'ordre de 56 % entre octobre 2019 et avril 2020, et tous les indicateurs vont dans le sens d'une augmentation croissante. Le PAM note également que 49 % des Libanais s'inquiètent par rapport à leur accès à l'alimentation.

Malgré la morosité de la situation, certains n'ont pas abandonné l'idée de trouver des solutions, aussi modestes soient-elles, au problème alimentaire du Liban. « Les grandes idées naissent pendant les crises, parce que c'est là que l'on essaie de résoudre les vrais problèmes de la vie », affirme Ziad Hourani, cofondateur de « From the Villages », une plateforme de commerce électronique qui connecte 28 producteurs, situés dans plusieurs villages du Liban-Sud, avec des consommateurs à Beyrouth. Suite à l'explosion du 4 août à Beyrouth, « From the Villages » a adapté ses opérations pour les diriger vers l'aide à ceux qui ont été affectés par le drame, et la plateforme revient actuellement peu à peu vers son modèle économique de base, affirme son co-fondateur Hani Touma, qui régit actuellement ses opérations.

Plusieurs initiatives ont vu le jour dans l'objectif de réinventer la relation des Libanais avec les aliments qu'ils consomment, opérant un retour aux fondamentaux, notamment l'appui à la

production locale, aux fermiers locaux et aux industriels de l'agro-alimentaire.

Certaines de ces initiatives visent à encourager des individus ou des collectivités à produire une partie de leurs besoins alimentaires. Ce type d'initiatives a trouvé un terrain fertile durant le confinement lié au Covid-19. « Le mélange entre l'ennui chez soi et le souci de l'accès à l'alimentation a provoqué un intérêt grandissant pour l'agriculture à domicile », souligne Salim Zoueïn, co-fondateur du groupe Facebook IZRAA qui compte plus de 44 000 membres, une plateforme communautaire où les membres discutent de défis agricoles et proposent des solutions. M. Zoueïn assure que cet intérêt envers l'agriculture individuelle n'a cessé de progresser après le confinement, et que le nombre de membres augmente d'un millier chaque quelques jours.

« A mesure que les gens réussissent dans leurs efforts de plantations à petite échelle, comme celui de faire pousser des herbes sur leurs balcons, ils se lancent dans des projets plus ambitieux, et beaucoup d'entre eux cultivent dorénavant de petites parcelles dans leurs villages », affirme Salim Zoueïn, se basant sur ses observations tirées du groupe. Il ajoute que les questions posées par les membres vont au-delà des cultures : certains veulent désormais s'informer sur l'élevage d'animaux de ferme, et même de vers à soie (avec l'espoir d'utiliser les fils en vue de créer leurs propres vêtements). A ce titre, il faut préciser que l'explosion de Beyrouth a poussé davantage de personnes à quitter la capitale pour les montagnes, où

ils ont repris leur activité de plantations. Des municipalités, à l'instar de celle de Choueïr-Aïn el Sindyané, s'y mettent aussi, et encouragent la culture de fruits et légumes dans leur périmètre, soit en distribuant des graines aux résidents, soit en mettant à leur disposition des parcelles, qu'ils planteraient eux-mêmes ou confieraient à des professionnels. En ce début d'automne, des produits plantés dans le cadre de cette initiative municipale ont été distribués aux familles à revenus modestes de la communauté.

Parallèlement à ces efforts, certaines initiatives, lancées dès les derniers jours de 2019, visent à soutenir des producteurs locaux. Bien que le concept ne soit pas nouveau au Liban – Souk el-Tayyeb est un exemple réussi de marché fermier qui a récemment déménagé dans des locaux plus vastes à Mar Mikhaël – les consommateurs y adhèrent de plus en plus, parce que les produits locaux sont généralement plus abordables et disponibles que les produits importés.

De plus, suite à l'explosion de Beyrouth et l'aggravation des conditions économiques du pays, l'intérêt international dans le financement de produits agricoles locaux a augmenté, affirme M. Zoueïn.

Bien que ces initiatives aient du mérite, il est probable que leur impact se limite aux niveaux communautaire et individuel, en l'absence d'un plan gouvernemental national engagé en faveur de l'agriculture et des réformes. Un tel plan inclurait la mise en place et le développement des capacités des coopératives d'agriculteurs, dans le but de réduire leur coût de production (par le partage des machines par exemple), et d'améliorer leur pouvoir de négociation avec les commerçants, estime Salim Zoueïn. Ce plan pourrait également proposer des exemptions de taxes sur les produits importés utilisés en industrie agro-alimentaire, ou encore un appui aux exportations. Les suggestions sont nombreuses, et la route est longue avant qu'un certain pourcentage au moins de la production agricole libanaise ne puisse être revendiqué comme allant directement de la ferme à la fourchette. Mais au moins, des efforts sincères et percutants vont désormais dans la bonne direction.

## Références:

- 1- FAO in Lebanon: <http://www.fao.org/lebanon/fao-in-lebanon/lebanon-at-a-glance/en/>
- 2- World Food Programme Lebanon: <https://www.wfp.org/countries/lebanon>
- 3- From the Villages: <https://www.fromthevillages.com/>

# Repenser l'éducation après le Covid-19 : les écoles sont-elles équipées pour ce changement de format ?

**Kamal Abouchedid**

*Doyen de la faculté des sciences humaines à l'Université Notre-Dame de Louaïzé*

L'épidémie imprévue de Covid-19 a contraint les établissements scolaires à déplacer l'enseignement vers des formats d'urgence improvisés. La pandémie a entraîné un changement de paradigme, avec des réponses différentes pour s'adapter à ces conditions. Le Liban a réagi de manière adaptée pour assurer la poursuite de l'éducation durant la fermeture. La circulaire numéro 15, publiée le 17 mars 2020 par le ministre de l'Éducation et de

guidés par une vision. Par conséquent, « l'enseignement à distance en situation d'urgence » proposé par Hodge et Al. (2020) reflète mieux la modalité de prestation en ligne pendant la pandémie que ne le fait le terme « apprentissage en ligne ». En effet, l'apprentissage en ligne ne consiste pas uniquement à fournir du contenu en ligne. Ce n'est pas non plus un outil utilisé en dehors de la pédagogie. C'est un art qui nécessite des

interrompues par une panne de courant, entraînant des frustrations et des interruptions. La mauvaise connexion a constitué un obstacle tout aussi important à l'enseignement en ligne, indépendamment du champ scolaire. Le téléchargement d'images a été freiné par une bande passante limitée. Les vidéos ont été arrêtées et certaines options vocales désactivées pour limiter au minimum la consommation de la bande passante afin de pouvoir terminer les sessions.

Les écoles qui se sont abonnées à Office 365 ont trouvé que l'utilisation de Skype Entreprise ou Microsoft Teams pour la livraison des cours en ligne, ou encore Zoom, était avantageuse, ce qui n'était pas le cas des écoles ayant moins investi dans la technologie. Les enseignants ont parfois complété leurs cours par des enregistrements vocaux et utilisé le forum de discussion sur Blackboard ou Moodle, selon la plateforme d'apprentissage en ligne adoptée par l'établissement scolaire. Il est notoire qu'au Liban, les écoles privées utilisent généralement les plateformes d'apprentissage en ligne pour l'enseignement et l'éducation dans une plus grande mesure que leurs homologues publiques. La différence qui existe dans le déploiement des installations et des outils dans les écoles publiques et privées a soulevé des préoccupations concernant les questions d'accès, d'égalité et d'équité.

## Que s'est-il passé derrière les écrans durant le confinement ?

Le système scolaire libanais adhère largement et massivement aux modèles traditionnels d'éducation dans ses diverses formes, y compris l'accent mis sur les conférences et les approches centrées sur l'enseignant ce qui affaiblit l'apprentissage constructiviste et limite la pensée critique. Cette faiblesse pédagogique évidente dans l'enseignement des mathématiques et des sciences, pour ne prendre qu'un seul exemple, a été corroborée par les résultats des tests TIMSS (Tendances dans les études internationales de mathématiques et des sciences) pour le Liban au cours des dernières années. L'ambiance qui règne dans les classes traditionnelles semble avoir été également transposée vers l'environnement en ligne. Alors qu'il n'y a pas assez de recherches sur l'environnement pédagogique dans les écoles libanaises, on sait peu de choses sur l'interaction en ligne entre les élèves et les enseignants, mais surtout sur la manière dont les élèves ayant des difficultés cognitives ou autres ont été intégrés à l'environnement en ligne. Des preuves anecdotiques soulignent une insatisfaction généralisée parmi les élèves et leurs parents, en raison de la mauvaise connexion et de la mauvaise gestion de la

classe par certains enseignants dans les secteurs privé et public.

## Où va l'éducation après le Covid-19 ?

### Formation

Depuis le début de la pandémie, certaines écoles ont proposé une formation aux enseignants pour qu'ils puissent passer rapidement à l'enseignement à distance. La formation était cependant axée sur l'utilisation des outils plutôt que sur la personnalisation de la technologie pour la pédagogie et l'évaluation. Malgré cela, les enseignants, en particulier les « luddites » (c'est-à-dire les personnes qui s'opposent aux nouvelles technologies) d'entre eux, ont pu se familiariser avec les subtilités de la transition de l'enseignement vers des environnements d'apprentissage en ligne. Étant donné que la prestation en ligne va nous accompagner dans un futur proche, il est recommandé que la formation des enseignants englobe la conception pédagogique dirigée par des théories d'apprentissage.

### Ressources pédagogiques ouvertes

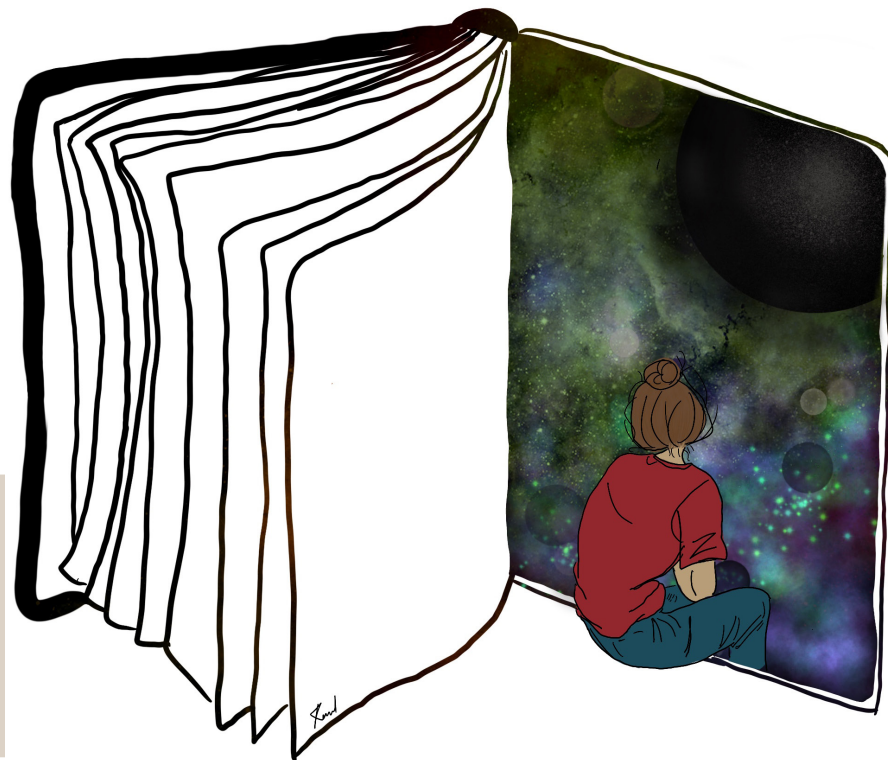
Le secteur éducatif est appelé à diffuser des ressources pédagogiques supplémentaires qui soient accessibles gratuitement en ligne et qui se trouvent dans le domaine public. Les ressources créatives peuvent promouvoir un apprentissage autodirigé de manière à compenser la nature « statique » du manuel.

### Stratégies

Des lois sur l'éducation visant à légaliser l'apprentissage en ligne devraient être élaborées, en vue de définir des normes d'assurance de qualité pour garantir la valeur et l'intégrité des modes de prestation en ligne.

### Références:

- 1 See Circular 15, <https://www.mehe.gov.lb/ar/LegislationsRegulations/All/Details?LegislationRegulationId=1012>
- 2 See Circular 16, <https://www.mehe.gov.lb/ar/LegislationsRegulations/All/Details?LegislationRegulationId=1010>
- 3 <https://er.educause.edu/articles/2020/3/the-difference-between-emergency-remote-teaching-and-online-learning>
- 4 Branch, R. and Dousay, T. (2015). Survey of Instructional Design Models. Association for Educational Communications and Technology (AECT).
- 5 <https://www.mehe.gov.lb/ar/LegislationsRegulations/All/>



© Zaafaran by Rand Him IG @zaafa\_ar

l'Enseignement supérieur, a souligné trois volets parallèles permettant aux élèves de renouer avec le cursus : retransmission des cours à l'intention des élèves des classes de brevet et de terminale, et de ceux qui n'ont pas accès à l'Internet ; déploiement de plateformes électroniques pour assurer une communication interactive entre les enseignants et les étudiants d'une part et les directions du ministère et de l'Université libanaise d'autre part ; distribution aux élèves de matériel et de tests par l'intermédiaire des directeurs des écoles. Le choix du moyen le plus approprié a été laissé à la discrétion des directeurs des établissements concernés. En outre, le ministère a invité des enseignants bénévoles des écoles publiques et privées à filmer les cours qui seront diffusés à la télévision à l'intention des élèves qui doivent présenter les examens officiels.

La modalité à trois volets se rapprochait davantage d'une infrastructure pour accéder aux cours que de la pédagogie d'apprentissage. La priorité n'a pas été accordée à la composante pédagogique au vu de la nature urgente de la transition, et faute de plans d'urgence

aptitudes et des compétences pour concevoir des « salons de tchat » en ligne, des activités pour faciliter la résolution de problèmes, et une pensée critique (Branch & Dousay, 2015), sans parler de la nécessité d'encourager les discussions entre les apprenants selon la tradition humaniste du dialogue réflexif. Plus récemment, la circulaire 463/2020 a prévu la mise en place de l'apprentissage hybride dans les écoles, partiellement et progressivement à partir du 10 octobre 2020. La circulaire comprend cinq articles, dont aucun ne portait sur la pédagogie. Le conflit de pouvoirs entre le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et le Centre pour le développement de la recherche pédagogique (CDRP) a fait même échouer les initiatives fragmentaires pour optimiser l'expérience en ligne durant la pandémie.

## Infrastructure et accès aux plateformes et outils

En raison de l'infrastructure insuffisante, les sessions en ligne ont été fréquemment

# Une lecture verticale de la crise du secteur éducatif

**Samir Skainy**

Journaliste

Une évidence d'abord, et un constat. L'effondrement auquel nous assistons a affecté tous les secteurs de l'État sans exception, quoique dans des proportions variables ; mais une attention particulière a été accordée à certains d'entre eux, leur offrant plus de possibilités de résilience.

Le secteur le plus touché, celui dont la mission est la plus compromise, est sans doute celui de l'éducation. D'ailleurs, historiquement, ce secteur a toujours été marginalisé au Liban, cette marginalisation se renforçant après l'accord de Taëf. Il est cependant regrettable que les entraves se soient multipliées avec cette crise, alors qu'on aurait pu développer des plans stratégiques pour le sauver. Et même quand certaines instances politiques ont voulu apporter un soutien à ce domaine, cet appui s'est fait de façon sélective, aux dépens du secteur public, alors que le contraire aurait dû se passer. Ou, qu'au moins le développement des deux secteurs aille de pair.

Les signes avant-coureurs de la crise du secteur de l'éducation se sont manifestés avec évidence à divers niveaux : celui des droits les plus élémentaires des étudiants, comme celui des engagements les plus fondamentaux en matière de politique éducative, en passant par tous les autres points intermédiaires. Dans notre article, nous tenterons d'éclairer progressivement et de façon pyramidale la plupart de ces aspects.

## L'autorité de l'État et les secteurs publics

Nul n'ignore que l'éducation ne fait pas partie des priorités des autorités en place. Il n'est qu'à examiner (par exemple) l'évolution du budget de l'Université libanaise, pour le constater. Au lieu de progresser, ce budget a reculé de 210 milliards de livres, entre 2005 et 2014. Il est aujourd'hui d'environ 370 milliards de LL.

Indépendamment des chiffres, le secteur de l'éducation n'est pas considéré, dans la logique prépondérante, comme un secteur productif. Le plus souvent, l'accent est mis sur les secteurs bancaire et touristique (qui s'adosent à une économie de rente), ou bien l'on parle de l'agriculture et de l'industrie, qui sont tenues pour être les moteurs de l'économie productive. Par contre, le secteur de l'éducation qui est pourtant au cœur du processus de « production » est ignoré, alors même que l'étudiant doit être considéré comme une valeur cognitive capable à la fois de se développer et de développer la société.

## Les stratégies administratives

universitaires : la politique de l'hameçon. Sans l'avouer explicitement, les Universités privées ont eu recours à ce qu'on appelle la « politique de l'hameçon ». Elles ont donc annoncé (comme de juste) qu'elles ne modifieront pas, en ajustant au taux de change flottant du dollar, les frais universitaires. Elles ont donc publié des circulaires déclarant que le dollar continuerait d'être calculé à son taux antérieur (1 500 LL), mais ont conditionné cette décision au droit de réviser ce taux au second semestre. En clair, l'administration universitaire allait fixer les frais du premier semestre au taux officiel et ajuster celui du second semestre (probablement au taux de la plateforme officielle, soit 3900 L.L.), de sorte à compenser – et largement – ceux du premier. Pris à cet hameçon, l'étudiant qui

voudrait poursuivre son année universitaire n'aurait d'autre choix que d'en assumer les frais aux conditions de l'université.

## Les professeurs doublement exploités

L'on entre ici dans la catégorie des personnes directement lésées. En effet, une partie des professeurs n'est pas formée à l'enseignement en ligne, ayant été des décennies durant prisonnière des mêmes programmes monotones. En revanche, une autre partie y est préparée, mais assume (sans aucune allocation supplémentaire) la responsabilité de la mise à jour des cours pour combler le fossé énorme entre les exigences de l'enseignement à distance et le matériel existant. C'est là ce qui, normalement, devait figurer au cœur des tâches du ministère de l'Éducation bien avant l'époque du coronavirus. Sans parler des implications de l'approche intégrée de l'éducation, en termes de risques sanitaires ou de la prolongation des parts d'enseignement, sans que les salaires soient modifiés en conséquence. Au demeurant, de nombreuses écoles et universités ont réduit unilatéralement les salaires de leurs enseignants et employés, sans parler de ceux qui ont été licenciés sans préavis.

Au Liban même, la crise a provoqué de nombreux changements dans la structure étudiante, dont le plus important est le phénomène de la « migration interne », qui prend d'abord la forme du passage de l'enseignement privé à l'enseignement public. À titre d'exemple, on estime que l'Université libanaise comptera cette année entre 5 000 et 6 000 étudiants supplémentaires, et ce en raison de :

- 1- La « migration » du privé vers le public.
  - 2- Le retour au pays des étudiants qui ne peuvent pas terminer leurs études à l'étranger après l'effondrement du taux de change.
  - 3- Les étudiants diplômés sur attestation.
- En deuxième lieu, on entend également par « migration interne » celle des étudiants qui abandonnent l'université, principalement en raison de leur incapacité à assurer les frais d'inscription, ce qui est une forme de chômage masqué. Tout cela a nécessairement un impact sur le niveau de l'éducation au Liban. Sans parler du coût élevé des livres, de la papeterie, du transport et des communications ...

C'est dans ce contexte que, Rana, ex-étudiante d'une université privée, déclare : « J'ai choisi de poursuivre mes études à l'Université libanaise pour des raisons financières. Je viens de terminer ma deuxième année, et il me reste encore 3 ans d'études. J'aurais pu terminer mes études là où je m'étais d'abord

Les clubs étudiants indépendants, eux, estiment que la dégradation de la situation financière va modifier de fond en comble l'approche des étudiants en matière d'éducation. Ces derniers sont en effet à la recherche du moindre coût, indépendamment de la qualité de l'enseignement, n'ayant plus les moyens de s'offrir le « luxe » de doubler leur année, ou d'entamer une nouvelle année universitaire, s'ils ont l'intention de réduire leurs heures de cours pour travailler parallèlement à leurs études. Et cela entraîne à son tour de nouveaux problèmes.

En dépit de tout, il n'est pas juste de considérer les étudiants comme le maillon le plus faible, pour la simple raison qu'ils ont conscience de leurs droits. C'est ce qui les a situés à l'avant-garde des groupes révolutionnaires actifs au Liban. La plupart d'entre eux, grâce au soulèvement du 17 octobre, ont mûri dans l'attention qu'ils accordent aux affaires publiques et réussi à médiatiser leurs problèmes internes, en y sensibilisant l'opinion publique. Les voilà enfin depuis des mois à rejoindre des organisations estudiantines de base, d'orientation laïque et démocratique.

## L'horizon est presque bouché

On le voit donc, la situation peut paraître sans issue. La crise du secteur de l'éducation faisant partie de la crise du système, se dit-on, elle ne sera réglée qu'avec le règlement de la crise systémique. Toutefois, par le biais de mesures spécifiques et urgentes destinées à limiter les séquelles de l'effondrement, une réorganisation du secteur reste possible.

Administrativement, quelques mesures liées aux politiques du secteur public sont désormais urgentes. Comme la détermination des cadres de l'Université libanaise et des écoles secondaires publiques, en raison et comme conséquence de la suspension de l'embauche clientéliste dans le secteur public. Sur un autre plan, certains professeurs trouvent que c'est le moment opportun pour remettre la formation professionnelle au premier plan, par-delà les préjugés négatifs qui affectent ce genre d'études. Le passage à l'enseignement professionnel répondrait à la saturation dont souffre l'enseignement universitaire classique. Il fournirait au marché du travail les professionnels dont il a besoin aujourd'hui, et répondrait en partie au problème du chômage.

Sur le plan économique, il n'y a pas d'autre solution que de restructurer le Budget général du gouvernement, de manière à donner la priorité aux secteurs productifs, y compris à l'éducation. D'un autre côté, il faut mettre un terme à la dilapidation des ressources et réinvestir dans les aptitudes nationales en matière d'affaires et de recherche scientifique, et cesser ainsi de solliciter à ce sujet les entreprises étrangères. Quant à la confusion, elle est dans le dossier de l'enseignement à distance, et il ne semble pas qu'il y ait échappatoire au « sacrifice » d'une génération à cause des politiques de rafistolage.

« Crise passagère ? ». Non, cette fois, la crise est structurelle. Si elle n'est pas traitée radicalement aujourd'hui, des crises plus graves éclateront plus tard. Le moment est donc venu pour nous de réorganiser nos priorités et de prendre conscience que le secteur de l'éducation – grâce aux connaissances et aux capacités humaines qu'il produit – est le garant fondamental de la survie de la société.



© Adra Kandil - Infectious Melancholy

## Les étudiants, maillon le plus faible ?

Les étudiants, eux, sont la base de la pyramide. Ce sont eux qui assument les conséquences les plus lourdes de la récession, que ce soit au niveau des difficultés d'inscription ou au niveau de la diplomation et du chômage. Même ceux qui s'en sont tirés de justesse et ont réussi à poursuivre leurs études à l'étranger se sont retrouvés prisonniers des circulaires bancaires imposant des restrictions à leurs retraits et aux transferts qu'ils recevaient de leurs familles, entravant ainsi leur carrière universitaire.

inscrit, si les frais étaient maintenus au taux de change de 1 500 LL pour un dollar. Toutefois, la situation n'étant pas certaine, j'ai décidé de ne pas prendre le risque de me voir placée en milieu d'année devant le fait accompli d'une majoration de frais qui m'obligerait à arrêter mes études, et donc à perdre une année. Bien entendu, ce n'est pas le cas des étudiants de dernière année qui acceptent d'encaisser le coup en cas de majoration des frais, sachant qu'ils en sont à leur dernier semestre.

Et Rana d'ajouter : « Les conséquences de ces décisions ne sont pas seulement financières. Cette hésitation et cette indécision à faire un choix (en fonction de données inconnues) exercent également sur nous une pression psychologique ».

## La sauveuse

Implemented by  
**KFW**

Le projet du Pnud " La consolidation de la paix au Liban " œuvre depuis 2007 pour le renforcement de la compréhension mutuelle et la promotion de la cohésion sociale, en abordant les causes profondes du conflit au Liban. Le projet a aussi travaillé récemment sur le traitement de l'impact de la crise syrienne sur la stabilité sociale au Liban.

Le projet soutient les différents groupes, allant des dirigeants et acteurs locaux, aux éducateurs, journalistes, jeunes et militants de la société civile, dans le développement de stratégies à moyen et à long terme visant la consolidation de la paix, la gestion des crises et la prévention des conflits.

**Pour plus d'informations:**

Le Projet « La consolidation de la paix au Liban »  
Immeuble Arab Bank, 6<sup>e</sup> étage, Rue Riad El Solh,  
Nejmeh, Beyrouth - Liban

Telephone: 01- 980 583 ou 70-119160



#PeaceBuildinginLebanon

[www.lb.undp.org/PBSupplement](http://www.lb.undp.org/PBSupplement)

**Conçu par:**

Alina Mourad

**Traduit par:**

Fady Noun, Scarlett Haddad, Nada Merhi, Susanne Baaklini, et Tilda Abou Rizk

**Edition et révision:**

Gaby Nasr